

N° 3123-AVRIL 2023

www.jeuneafrique.com

jeune africaine



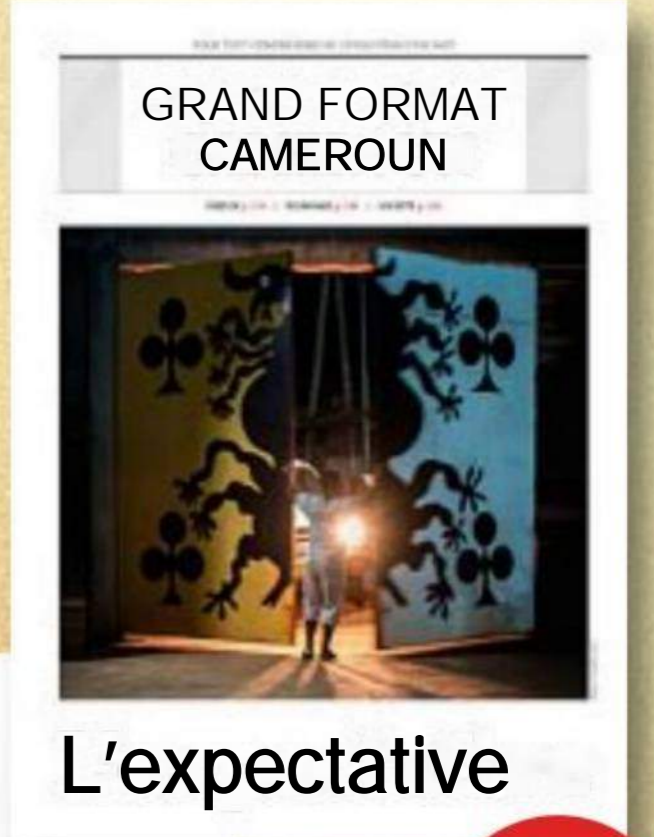
DIJBOUFI GUELLEH

« Zli/cun tribaliste
n'a jamais réussi en politique »



CÔTE D'IVOIRE

Jusqu'où ira
È Jean-Louis Billon ?



GRAND FORMAT
CAMEROUN

L'expectative

SPECIAL
3,2 PAGES

ENTREPRISES



24^e édition

CHAMPIONS

Quelles sont les compagnies les plus performantes ?
Quelles sont celles qui ont le mieux résisté aux crises successives,
de la pandémie de Covid jusqu'aux conséquences de la guerre en Ukraine ?

Notre édition 2023 du Classement des 500 champions africains
lève le voile sur la redistribution des cartes en cours au sein
des plus grandes entreprises du continent.

Allemagne 9 € • Belgique 9 € • Canada 12,99 \$ CAN
Congo Lirazzaville 5 000 F CFA • Djibouti 12 € • Espagne 9 €
France 7,90 € • DOM 9 € • Italie 9 € • Maroc 50 MA
Mauritanie 200 MRU • Pays-Bas 9,20 € • Portugal 9 €
RD Congo 10 USD • Suisse 11,80 CHF • Togo 8 TDN • TOM 1 880 CFP
Zone CFA 4800 F CFA • Bénin 50 12





UN GOÛT PUISSANT
À DOMPTER!

McCANN



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION

© 2011 BECK & CO. BREMEN





L'édito

Marwane Ben Yahmed

🐦 @marwaneBY

Quelle mouche a donc piqué Kais Saïed ?

Habib Bourguiba doit se retourner dans sa tombe. Le 21 février, le chef de l'État tunisien, Kais Saïed, a affirmé que la présence de « hordes » d'immigrés clandestins subsahariens était source « de violence, de crimes, de pratiques inacceptables », et relevait d'une « entreprise criminelle » visant à « modifier la composition démographique » du pays, et, partant, son « identité arabe et islamique ». Après ce discours lunaire aux accents complotistes, on a assisté à une recrudescence des violences contre des ressortissants subsahariens, qui se sont précipités par dizaines à leurs ambassades pour être exfiltrés. Des pays tels que le Mali, la Guinée ou la Côte d'Ivoire ont donc affrété des avions pour rapatrier leurs citoyens. Surréaliste... Quelle mouche a donc piqué le président? Comment en est-il arrivé à reprendre à son compte la fétide théorie du « grand remplacement » et à se muer en caisse de résonance des fantasmes de sa base. Alors qu'il s'était attelé jusque-là à désigner un ennemi intérieur - les spéculateurs, les suppôts de l'étranger, les affidés de l'ancien régime, les profiteurs, les corrompus -, voilà qu'il pointe une nouvelle cible, un ennemi de l'extérieur cette fois : les migrants.

lesquels viendraient manger le pain des Tunisiens et saper l'identité de la nation. Une dérive populiste qui mène tout droit à la xénophobie. Mais ne nous leurrions pas, certains adhèrent hélas à son discours. Le racisme, en Tunisie comme au Maroc ou en Algérie, n'est pas une vue de l'esprit. Mais, s'il est vrai que la société tunisienne a effectivement marginalisé sa propre communauté noire, certains progrès avaient été accomplis depuis la révolution, notamment avec la promulgation, en 2018, d'une loi pénalisant la discrimination raciale et permettant aux victimes de racisme d'obtenir réparation pour les violences physiques ou verbales subies.

Quelle ironie : les concitoyens de Saïed sont eux-mêmes la cible d'une rhétorique identique en Europe - après avoir traversé au péril de leur vie la Méditerranée - et accusés de tous les maux de l'enfer, boucs émissaires

Des propos qui ont terni l'image de la Tunisie en Afrique et au-delà.

commodes désignés à la vindicte populaire par les Marine Le Pen, Éric Zemmour (lequel s'est empressé de féliciter Saïed pour sa « lucidité »), Giorgia Meloni et consorts... Depuis, le président a essayé de réparer sa faute, sans vouloir pour autant s'excuser, mais le communiqué publié, les mesures censées calmer les esprits ou le rétropédalage du ministre des Affaires étrangères, Nabil Amar, n'ont eu que peu d'effets. Trop tard, trop peu, mal ficelés. Les dégâts pour l'image de la Tunisie, celle de ses citoyens comme celle de ses entreprises sont considérables. Et certainement durables. La Banque mondiale, un des principaux bailleurs de fonds, a suspendu son partenariat cadre, des campagnes de boycott des produits tunisiens ont essaimé un peu partout sur le continent...

Kais Saïed était tout à fait en droit de tirer la sonnette d'alarme sur l'immigration illégale, sujet sensible mais réel qu'aucun dirigeant responsable ne peut occulter. Mais pas d'ethniciser ses propos, par ailleurs ineptes sur le fond comme sur la forme. Quelque part, c'est aussi le signe que l'Afrique subsaharienne ne l'intéresse guère, lui qui n'y a effectué aucune visite officielle et qui regarde plus volontiers

vers le Moyen-Orient. Dommage, car cela représente des débouchés et des marchés potentiels pour les entreprises du pays...

Comment en est-on arrivé là? L'élection de Kais Saïed, en 2019, est la conséquence de vieux dysfonctionnements politiques devenus presque structurels. Après la chute de Zine el-Abidine Ben Ali, en 2011, le pays a été paralysé par la grande querelle entre islamistes et laïcs. Mais ni les uns ni les autres ne se sont montrés particulièrement aptes à résoudre les principaux problèmes : une économie atone, une corruption endémique, de profondes inégalités. Plus de huit ans après le déclenchement de la révolution, dégoûtés par l'indigence de leur classe politique, 73 % des électeurs se sont donc jetés dans les bras de ce professeur de droit réputé intègre mais sorti de nulle part, au programme électoral des plus flous.

Kais Saïed a passé une bonne partie de sa présidence à démanteler une démocratie balbutiante mais réelle, la seule qui soit née des Printemps arabes. En 2021, il s'est arrogé tous les pouvoirs, ou presque. Exit l'Assemblée nationale, dissoute, les conseils municipaux et le gouvernement. Une nouvelle Constitution, adoptée à la hâte lors d'un référendum sans queue ni tête, lui a permis de gouverner en autocrate. Un choix pas vraiment éclairé... L'inflation a dépassé la barre des 10 % en janvier, le taux de chômage s'élève à 15 % (selon les chiffres officiels, mais c'est sans doute plus). Un tiers des diplômés universitaires et une part plus élevée de jeunes ne trouvent pas d'emplois. La monnaie nationale a perdu 55 % de sa valeur depuis 2011. Croulant sous une montagne de dette publique, représentant 89 % du PIB, la Tunisie peine à payer ses importations. On a assisté à des pénuries de sucre, de pâtes et d'autres produits de base. Les pourparlers de sauvetage avec le FMI sont dans l'impasse. Alors, évidemment, nombre de Tunisiens rêvent d'ailleurs. Une enquête menée l'année dernière par l'institut arabe des chefs d'entreprise a révélé que 71 % des diplômés souhaitent émigrer. Les plus nantis lorgnent l'Europe, le Golfe ou, autre ironie du sort, l'Afrique subsaharienne. Quant aux plus modestes, eux, ils tentent leur chance en Méditerranée. En 2019, année de l'arrivée au pouvoir de Kais Saïed, plus de 2600 personnes ont rejoint

l'Italie par bateau. En 2022, ils étaient près de 18 000 à tenter la traversée...

Les Subsahariens jetés en pâture à la population par un président visiblement soucieux de faire diversion, eux, ne font que colmater les brèches d'un système économique à bout de souffle. La population active a diminué de 150 000 personnes l'an dernier. Les migrants occupent les emplois dont les Tunisiens ne veulent plus en raison des salaires trop bas pratiqués dans le BTP, la restauration, l'agriculture ou les services, entre autres. Le modèle tunisien, bâti depuis cinquante ans sur les bas coûts de production et donc sur les bas salaires, n'est plus qu'une relique. Les prix et le coût de la vie flambent, le pouvoir d'achat de la population, dont les attentes sont considérables depuis 2011, fond comme neige au soleil. Ce n'est plus tenable, et c'est ce qui explique en grande partie l'émigration massive. Quant à l'immigration illégale, la Tunisie n'étant finalement qu'une étape vers l'eldorado supposé qu'est l'Europe, on est loin du « grand remplacement » : le Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (FTDES) estime à 21 000 le nombre de migrants sans papiers originaires d'Afrique subsaharienne. Même sous-estimé, même en multipliant ce chiffre par deux ou trois, on est loin de l'invasion décrite dans un pays de 12 millions d'habitants !

Racisme et populisme ont toujours fait bon ménage et ont, de tout temps et sous toutes les latitudes, représenté des leurreurs efficaces pour des dirigeants sans solutions. La haine de classe, qui cible les puissants ou les riches d'hier, ces « ennemis du peuple », est une autre arme que Saïed utilise volontiers. Tout comme ce souverainisme compulsif qui fustige les « ingérences » et les « diktats » de l'étranger et rencontre un écho favorable auprès d'une population soucieuse de trouver des coupables à ses difficultés croissantes. Que se passera-t-il quand il aura épuisé ses réserves de boucs émissaires et d'artifices ? Le roi sera nu... Ainsi va la Tunisie de 2023, sous la férule d'un homme supposé providentiel, qui regarde ailleurs alors que les problèmes s'accumulent sous son nez. Douze ans après une révolution censée mettre fin aux règnes des zaïms omnipotents et omniscients, c'est un véritable crève-cœur. •

Humour et sagesse

7//////////Z.

Pour réfléchir ou sourire, chaque mois, notre sélection des citations les plus marquantes, les plus intelligentes ou les plus drôles. M.B.Y.

Une politique d'apaisement face à la menace, c'est nourrir le crocodile en espérant être dévoré le dernier.

Winston Churchill

Si vous voulez vivre une vie heureuse, attachez-la à un but, non pas à des personnes ou à des choses.

Albert Einstein

La beauté est dans les yeux de celui qui regarde.

Oscar Wilde

On greffe de tout aujourd'hui, des reins, des bras, un cœur... Sauf les couilles, par manque de donneurs.

Jacques Chirac

Toute vérité franchit trois étapes. D'abord elle est ridiculisée. Ensuite elle subit une forte opposition. Puis elle est considérée comme ayant été une évidence.

Arthur Schopenhauer

Les émotions les plus belles sont celles que tu ne sais pas expliquer.

Charles Baudelaire

Peut-être que si nous disons aux gens que leur cerveau est une application, ils commenceront à s'en servir...

Morgan Freeman



Orange, opérateur Multiservice en Afrique et au Moyen-Orient

Présent dans 18 pays, nous proposons des services qui apportent des réponses concrètes aux attentes des populations dans la santé, l'éducation, l'énergie, l'agriculture et les services financiers.

Vous rapprocher
de l'essentiel

orange™

DANS NOS CABINES BUSINESS, VOS RÊVES SE FONT PARFAITEMENT ALLONGÉS.

La cabine Business vous garantit confort et bien-être, tout au long de votre voyage. Accès aux salons en aéroport, fauteuils convertibles en lits parfaitement horizontaux, menus imaginés par de grands chefs étoilés : assurément, vous êtes sur un petit nuage.

S'ENVOLER EN TOUTE ÉLÉGANCE

AIRFRANCE



Société Air France, SA au capital de 126 748 775€ - 420 495 778 - RCS Bobigny - 45, rue de Paris, 95747 Roissy-CDG Cedex



MEMBRE DE
L'ALLIANCE
SKYTEAM

AGISSONS POUR UN
VOYAGE PLUS RESPONSABLE 

Carburant plus durable, nouveaux avions moins polluants, éco-pilotage sur tous nos vols, retrouvez tous nos engagements sur airfranceact.airfrance.com

Économie

ENTREPRISES

500

24^e édition

CHAMPIONS

Avec 665 milliards de dollars de chiffre d'affaires cumulé, notre classement des 500 leaders africains 2023, qui porte sur la période comprise entre la pandémie de Covid et le déclenchement de la guerre en Ukraine, fait état d'un niveau de revenus inédit depuis dix ans. Cet « entre-deux-crisis » a profité en particulier aux entreprises extractives, mais aussi aux sidérurgistes et aux agro-industriels.

Analyses, portraits, interviews... Un dossier exceptionnel.

BILAN

Un élan retrouvé

Après la crise liée au Covid, la reprise d'activité des 500 leaders continentaux est quasi générale. Porté par la croissance et la hausse du cours des matières premières, le total de leur chiffre d'affaires a bondi de près de 12 % en 2021.

PIERRE-OLIVIER ROUAUD

Une reprise en fanfare... c'est ce qui caractérise ce classement exclusif *Jeune Afrique* des 500 premières entreprises africaines. Pour cette vingt-quatrième édition, qui porte sur l'exercice 2021, le chiffre d'affaires cumulé de notre classement (pp. 135 à 150) fait un bond de 11,76 %. À 664,93 milliards de dollars, il atteint ainsi son meilleur niveau depuis 2014, qui s'établissait alors à 690,5 milliards de dollars. Le pic d'activité de 2012 demeure toutefois à bonne distance avec ses 757 milliards de dollars. Quoiqu'il en soit, ces performances de 2021 font oublier les crises successives du milieu de la décennie 2010, nées de la déprime des matières premières et des tempêtes monétaires traversées en 2015-2016 par deux des poids lourds du continent, l'Égypte et le Nigeria, et dans une moindre mesure l'Afrique du Sud.

Cette édition montre aussi que l'effet dépressif de la crise liée au Covid, qui avait obéré les performances des champions africains, s'estompe : dans notre précédente édition, le cumul des revenus portant sur l'exercice 2020 s'était affiché en repli de 3,9 %.

Le regain d'activité des entreprises se traduit également par une hausse de leurs profits. Il témoigne pour une bonne part de la reprise économique africaine en 2021, avant que surgissent ensuite les différentes disruptions - inflation, hausse des taux et désordres monétaires - nées notamment des conséquences de la guerre en Ukraine.

Pour rappel, notre classement, comme à l'accoutumée, est exprimé en devise américaine. Et reflète aussi pour une part l'évolution des parités

monétaires sur la période, en ce sens que la plupart des grandes monnaies africaines ont connu, en 2021, un fléchissement face au billet vert. En moyenne mensuelle, selon les données des Nations unies, le rand et le franc CFA ont cédé plus de 7,5 %, et le naira, 5 %. La livre égyptienne est, quant à elle, restée quasi inchangée en 2021, avant une série de dévaluations qui, à partir de mars 2022, lui ont fait perdre la moitié de sa valeur. Ce qui devrait se répercuter l'an prochain sur les résultats des entreprises du pays.

Concernant la croissance, selon la Banque africaine de développement (BAD), après une chute de 2,1 % en 2020, le PIB du continent a bondi, en 2021, de 4,8 %, dont 4,5 % pour l'Afrique subsaharienne. Hormis le Soudan du Sud et la Guinée équatoriale, tous les pays ont eu une croissance positive en 2021, certains affichant même des taux parmi les meilleurs au monde, comme le Rwanda (+10,9 %), le Maroc (+ 7,9 %), la Côte d'Ivoire (+ 7,4 %), le Kenya (+ 6,5 %) ou la RD Congo (+ 6,2 %). Les trois plus grandes économies du continent ont connu pour

leur part des niveaux de croissance plus mesurés, à savoir 3,6 % pour le Nigeria, 3,3 % pour l'Égypte et 4,9 % pour l'Afrique du Sud.

À ce contexte économique plutôt porteur s'est ajoutée, pour de nombreuses entreprises du secteur primaire et agricole, la reprise spectaculaire du cours des matières premières sous l'effet d'une demande - chinoise notamment - revigorée en sortie de pandémie de Covid.

^sEMENr^

SONATRACH 1^{er}

NNPC 4^e

MTNGROUP 6^e

OCP 11^e

SONANGOL 12^e

Le secteur pétro-gazier à la fête

Dans notre précédente édition, le secteur des télécoms avait fait montre d'une belle résistance. Cette année, c'est l'inverse : sans avoir démerité, de nombreux opérateurs, comme MTN (6^e), Vodacom (17^e) ou Maroc Telecom (41^e), perdent des places au profit des groupes opérant dans des secteurs cycliques, pétrole et gaz en tête.

De fait, l'or noir avait connu une situation inédite au plus fort de la crise sanitaire, le cours du WTI passant au-dessous de la barre du zéro, le 20 avril 2020 ! Il a, peu à peu, repris de la vigueur. En 2021, selon les données de la Banque mondiale, le prix moyen annuel du WTI a ainsi atteint 68 dollars le baril contre 39,30 dollars l'année précédente.

Cela a fait les affaires du secteur pétrolier africain, groupes internationaux ou compagnies nationales. Indétrônable, Sonatrach figure comme à son habitude en première place de notre classement. Le géant

Le nigérian NNPC, qui depuis 2020 fait preuve de plus de transparence dans ses comptes, décroche la quatrième place.

LES PLUS FORTES HAUSSES

Sté nat. de génie civil et bât (#348)	Algérie	333,3	+ 339 %
Northam Platinum (#73)	Afr. du Sud	2135,8	+182 %
Sonatel (Orange) (#68)	Sénégal	2 269,3	+144 %
Sogara (#192)	Gabon	749,7	+ 116%
Abu Qir Fertilizers. & Chem. Indus (#141)	Égypte	1040,3	+108 %

SOCIÉTÉS	PAYS	CA 2021 (MILLIONS DE \$)	ÉVOLUTION DU CA
Jumia Group (#487)	Nigeria	17 7,9	- 79 %
RCI Finance Maroc (#481)	Maroc	183,2	- 78 %
Wilson Bayly Holmes - Ovcom (#135)	Afr. du Sud	1081,0	+3^d
Etisalat Misr (#278)	Égypte	459,9	-59%
Taslast Mauritanie (#365)	Mauritanie	314,7	- 56 %

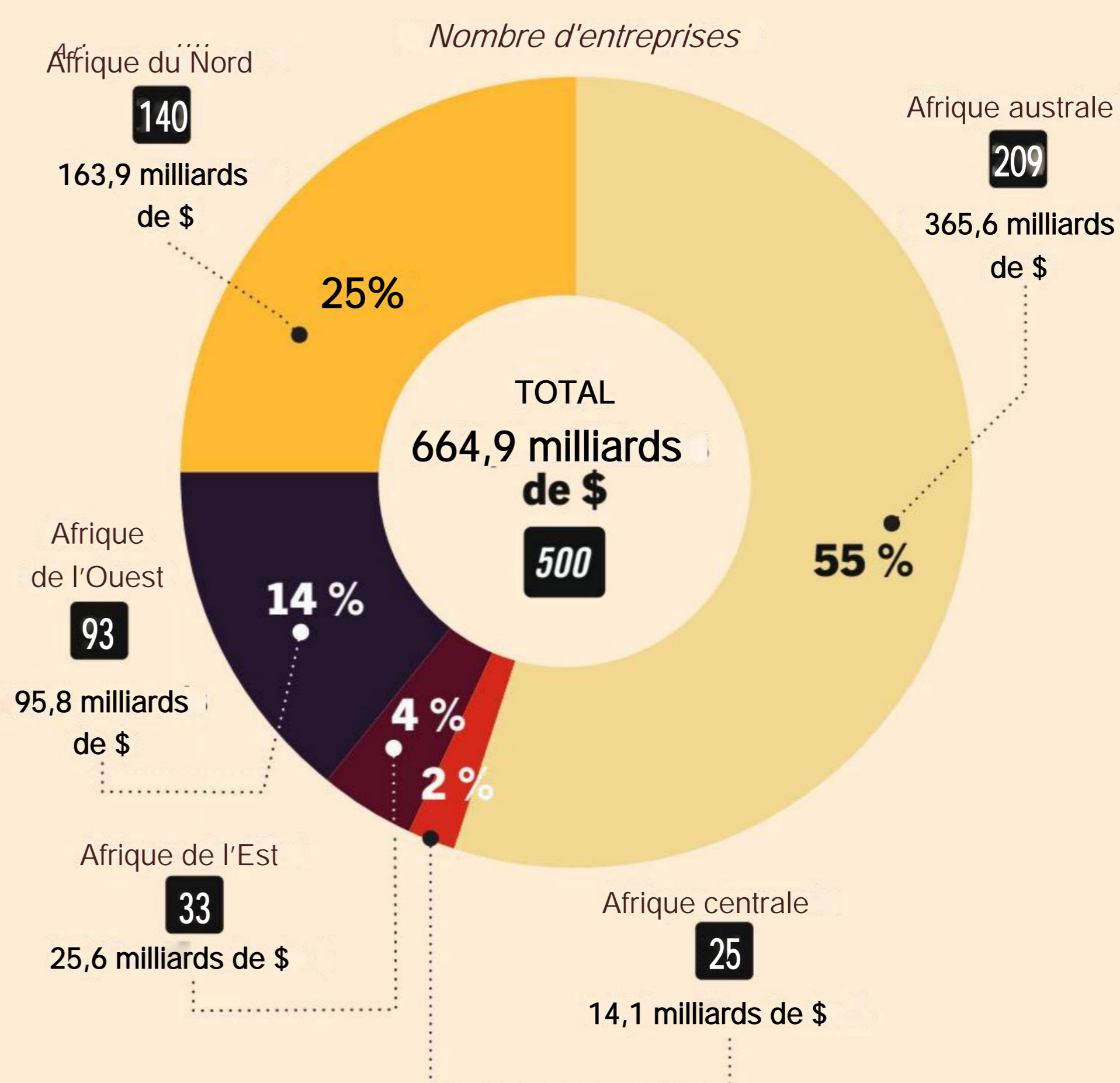
LES PLUS FORTES CHUTES

algérien voit son activité à l'export en dollars augmenter de 75 %. Il n'est pas le seul. Le pétrolier angolais Sonangol (12^e), en dépit d'une baisse de production d'environ 10 % en 2021, retrouve les faveurs du top 15 et gagne huit places dans notre classement, dopé par la hausse des prix. À Luanda, le gouvernement a même à nouveau évoqué sa volonté d'introduire le groupe public en bourse, à l'horizon 2027, d'autant que la découverte de nouveaux gisements est venue conforter le rang de l'Angola sur la scène pétrolière et gazière, et bénéficie à ENI Angola (50^e).

TotalEnergies Gabon (213^e), pour sa part, voit son chiffre d'affaires 2021 en

dollars bondir de moitié, et remonte ainsi de 66 places ! Le géant nigérian NNPC (4^e), premier producteur d'huile du continent en 2021 (mais détrôné en 2022 par Sonangol), a longtemps déserté notre classement, faute d'être en mesure de présenter des comptes certifiés. Depuis 2020, la compagnie nationale dirigée par Mele Kyari fait preuve d'un peu plus de rigueur et de transparence. Et NNPC conforte cette année son rang parmi l'élite en décrochant la quatrième place à quasi-égalité avec l'électricien sud-africain Eskom (3^e). Poids lourd du gaz liquéfié, NLNG (21^e), filiale de NNPC (en joint-venture avec Shell notamment) lancée

L'Afrique du Nord consolide sa deuxième place



actuellement dans un énorme projet d'extension (avec un septième train de liquéfaction), s'affiche aussi en bonne place.

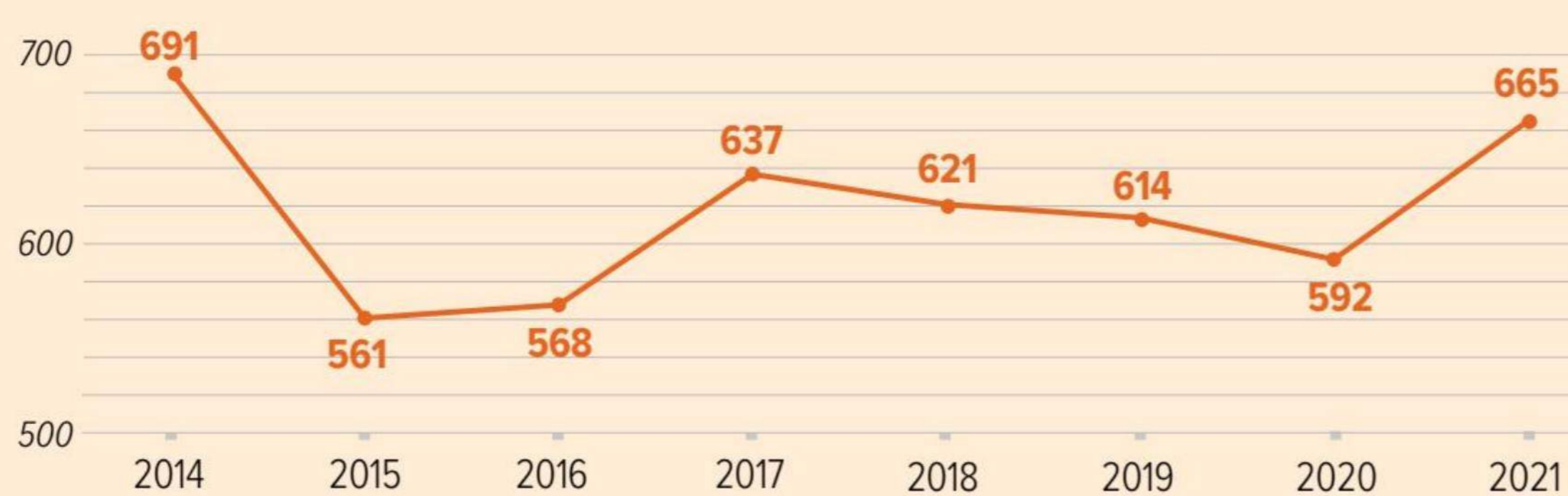
À noter, parmi les acteurs de la distribution pétrolière, une fusion récente, donc non visible encore dans notre Top 500 : le rachat par Vivo du groupe sud-africain Engen (24^e), cédé en février par le groupe malaisien Petronas. Un autre acteur de poids de la distribution pétrolière, le nigérian Oando PLC reste, lui, absent une nouvelle fois de notre classement, dans lequel il devrait figurer parmi les 150 premiers. Affecté par de graves problèmes de gouvernance, ce groupe, pourtant coté, est incapable de présenter des comptes audités depuis 2019!

Belle santé des groupes miniers

À côté du pétrole et du gaz, beaucoup d'autres ressources extractives ont repris des couleurs en 2021. C'est le cas du minerai de fer. Son prix moyen a grimpé de 48,5 % à 161,70 dollars la tonne, selon les calculs de la Banque mondiale. En attendant la mise en route du mégaprojet du Simandou, en Guinée (lire l'article consacré au secteur minier en Afrique de l'Ouest pp. 117 à 119), les opérateurs établis comme le géant SNIM (88^e) en profitent à plein. Le groupe public

Évolution du chiffre d'affaires cumulé des 500 premières entreprises d'Afrique

En milliards de \$



mauritanien, avec un chiffre d'affaires exprimé en dollars en hausse de plus d'un tiers, progresse de 21 places. La valeur moyenne annuelle du phosphate s'est elle aussi envolée de près de 62 %... au plus grand profit de l'Office chérifien des phosphates (OCP), dont l'activité, exprimée en

Si l'Afrique du Sud demeure le pays le plus représenté, son poids relatif a tendance à s'étioler au fil des ans.

dirhams, a fait un bond de moitié, ce qui lui permet de glaner quatre places (11^e) et de frôler l'entrée dans le top 10. Conjugés à la reprise, quasi complète, de l'activité opérationnelle des mines, le maintien de l'or à un cours élevé et la relance du prix du platine ont fait les affaires de groupes comme le sud-africain Anglo American Platinum (5^e). Ce dernier a vu son chiffre d'affaires en rands doubler en 2021 avec un gain de trois places et une entrée dans le top 5 du classement. Son compatriote Sibanye-Stillwater (7^e) voit son activité croître de 35 % en rands (et de 50 % en dollars), de quoi lui permettre

de se diversifier vers les métaux de la transition énergétique.

En RD Congo, le holding minière publique Gécamines (275^e), centrée pour l'essentiel sur le cuivre, et qui vient de changer de président, affiche quant à elle un gain de 66 places. Et pour cause, le prix annuel moyen du métal rouge est passé de 6174 dollars la tonne en 2020 à 9317 en 2021. Toujours en RD Congo et dans ce secteur, on relèvera l'entrée en fanfare dans notre classement de la nouvelle mine de cuivre Kamoakakula (173^e). Amorcé par le Canadien Ivanhoe Mines, ce projet conduit en joint-venture avec son partenaire chinois Zijin Mining n'a pourtant réellement commencé à produire qu'au troisième trimestre de 2021.

Percée ivoirienne confirmée

Si, en 2021, les matières premières agricoles, le cacao notamment, n'ont pas toutes suivi la tendance haussière du secteur extractif, certaines, préfigurant la flambée inflationniste de 2022, ont relevé la tête, comme l'huile de palme, dont le prix moyen a augmenté de 50 %. Résultat, PalmCI (349^e), la filiale du groupe ivoirien Sifca (147^e), gagne 71 places. La remise en route, post-Covid, des chaînes logistiques s'est, par ailleurs, affirmée sur cet exercice, comme en témoigne la hausse d'activité de 11,7 % du Port autonome d'Abidjan (461^e), ce qui le

fait progresser de 30 places, ou encore celle de Marsa Maroc (317^e), dont le trafic traité a progressé de 32 % et le chiffre d'affaires en dirhams de 30 %.

Enfin, sur le plan géographique, cette édition du classement marque peu d'évolutions. L'Afrique australe et l'Afrique du Nord pèsent toujours d'un poids écrasant dans ce Top 500, avec respectivement 55 % et 25 % du chiffre d'affaires total, suivies de l'Afrique de l'Ouest (14 %) et de l'Afrique de l'Est (4 %). L'Afrique centrale fermant la marche avec 2 % du total.

Dans le classement par pays, l'Afrique du Sud continue de largement dominer. Ses 159 entreprises présentes comptent pour 49,58 % du total des facturations cumulées, suivies des sociétés établies en Égypte (8,66%), au Nigeria (8,02%), au Maroc (7,30 %), en Algérie (6,60 %) et en Angola (2,47 %). La Côte d'Ivoire (2,20 %) confirme sa percée des précédentes éditions. Cependant, le poids relatif de la nation Arc-en-Ciel a tendance à s'étioler au fil des ans. Il y a cinq ans, dans notre édition 2018, les groupes sud-africains pesaient, à eux seuls, 57 % du total, pour passer à 51,6 % l'an dernier, et enfin tomber sous la barre des 50 % dans la présente édition. Un signe bienvenu d'une meilleure répartition continentale de la croissance économique des entreprises. •

MÉTHODOLOGIE: DANS LE SECRET DES 500

Pour réaliser ce classement (pp. 136 à 150) exclusif sur la base de leur chiffre d'affaires, la rédaction de *Jeune Afrique* a compilé les données de l'exercice 2021 de plus de 1200 entreprises. Seules les entreprises juridiquement présentes sur le continent, les holdings et leurs filiales sont prises en compte dans ce Top 500, à quelques exceptions près liées au secteur extractif, où les

entreprises sont parfois cotées hors d'Afrique. Tous les chiffres ont une source identifiable ou certifiée. Certains groupes familiaux n'établissent pas de comptes consolidés, et d'autres ne publient pas de comptes du tout. Ils sont, par principe, exclus de notre classement. Les chiffres portent sur l'exercice clos à la fin de 2021 ou jusqu'à juin 2022. En la matière, cette édition introduit un changement de méthode

de prise en compte des résultats publiés par les entreprises non calqués sur l'année civile. Pour les publications de milieu d'année, c'est désormais l'exercice le plus récent qui est pris en compte (à titre d'exemple juin 2021-juin 2022 désormais, et non juin 2020-juin 2021 comme précédemment). Les données sont converties à partir des devises nationales, en dollar américain aux taux du jour

de clôture de l'exercice. Faute de données, nous publions pour certains groupes les chiffres du précédent classement, ils sont indiqués avec un astérisque. Après deux ans d'absence de comptes, la société disparaît du classement. Enfin, ce *Top 500* exclut les secteurs de la banque et des assurances, qui font l'objet d'un autre classement par *Jeune Afrique*. •
P.-O.R.

S'efforcer d'atteindre les objectifs de demain est ce qui nous motive aujourd'hui

Nos services experts auprès des entreprises ont pour objectif de vous accompagner dans le développement de votre activité

Chez QNB, nous dédions notre plus grande ressource à vous accompagner, notre temps. Veiller à ce que vos objectifs soient atteints est ce qui compte le plus à nos yeux



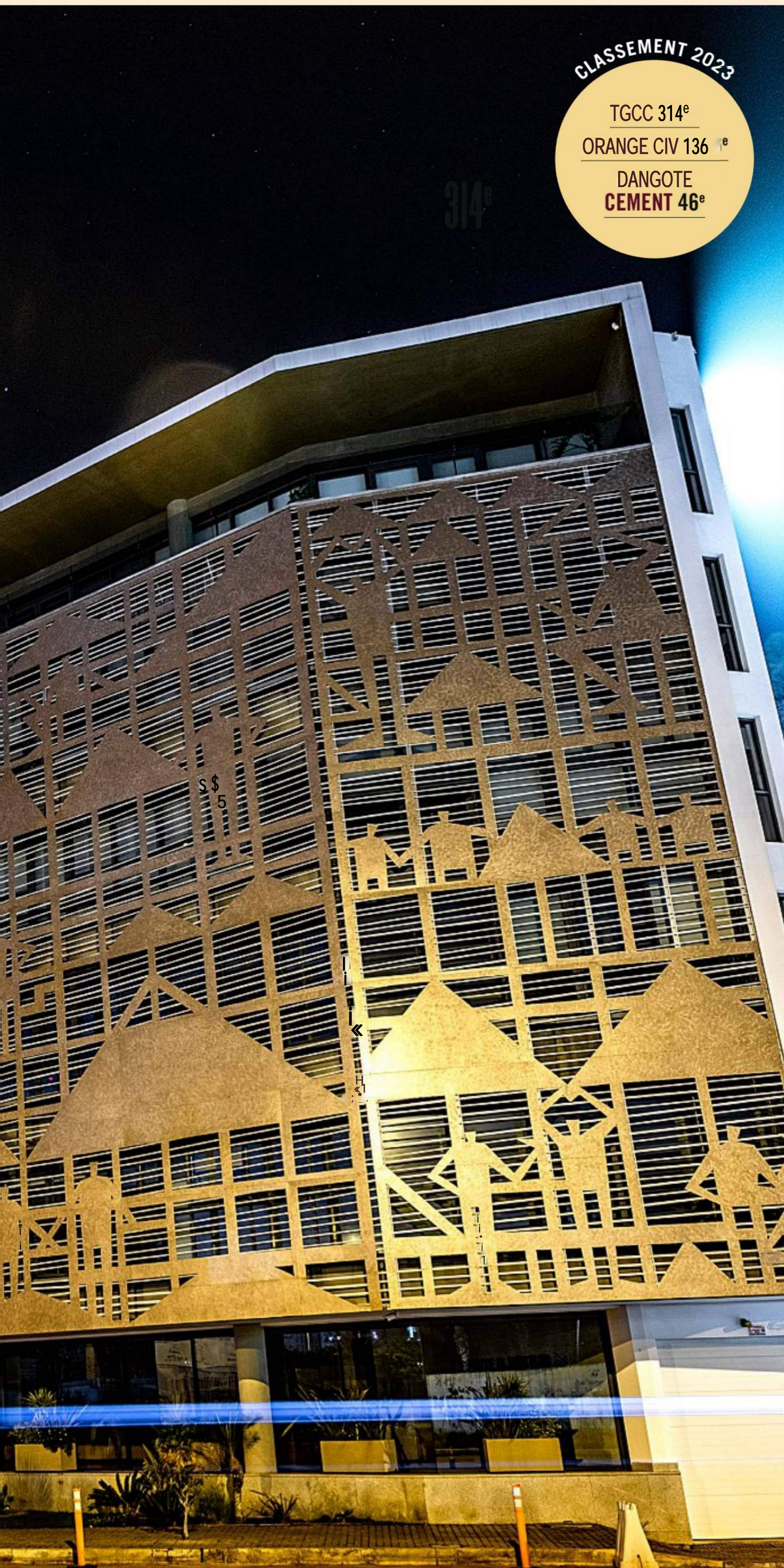
FINANCEMENT

À l'heure de la « croissance maigre »

Face au renchérissement du coût du crédit, les grands groupes rivalisent d'inventivité dans leur approche du capital.

JOËL TÉ-LÉSSIA ASSOKO





Un an après son introduction en Bourse, TGCC a choisi de se tourner vers le marché plutôt que vers le secteur bancaire pour financer ses besoins immédiats. Ici, son siège à Casablanca.

Mohamed Bouzoubaâ a tranché. Un peu plus d'un an après l'introduction remarquée en Bourse du groupe marocain Travaux généraux de construction de Casablanca (TGCC), son patron a choisi de se tourner à nouveau vers le marché pour financer les besoins immédiats de l'entreprise, plutôt que vers le secteur bancaire. Accompagnée par Valoris Corporate Finance, Capital Trust Finance et CFG Finance, l'entreprise a lancé fin février l'émission de 500 millions de dirhams (44,5 millions d'euros) de billets de trésorerie. Il s'agit d'optimiser « le coût de financement à court terme » du groupe de BTP « en substituant, de manière partielle, aux concours bancaires existants des billets de trésorerie », indiquent les équipes de TGCC.

Optimiser le coût de financement en substituant aux concours bancaires existants des billets de trésorerie.

Nul besoin d'être devin pour comprendre le choix de TGCC. Resté stable autour de 1,5 % entre juin 2020 et fin septembre 2022, le taux d'intérêt moyen sur le marché monétaire interbancaire dans le royaume a augmenté de 100 points de base en moins d'un semestre, à 2,5 % selon les données de février 2023. C'est leur niveau le plus élevé depuis plus de cinq ans, répercuté sur le coût du crédit bancaire accordé aux entreprises.

NAOUFAL-SBAOUJI POUR J.A.

De Casablanca à Lagos en passant par Abidjan, les grandes entreprises africaines sont contraintes de revoir leurs stratégies de financements face au durcissement des conditions de crédit. Confrontées à la remontée des taux d'intérêts due notamment à l'inflation et à un risque de pénurie de capitaux (effet d'éviction), il leur a fallu trouver une solution. Entre politique de dividendes « ajustée », recours au marché boursier et émissions d'obligations de plus longue maturité, les modèles d'endettement des leaders africains se veulent chaque fois plus sélectifs et plus imaginatifs.

Privilégier la dette obligataire

Au Nigeria, le colosse Dangote Cernent, sous la houlette de son CEO français, Michel Puchercos, débauché de chez LafargeHolcim, a accéléré la restructuration de son endettement. Le navire amiral du groupe du milliardaire Aliko Dangote a ramené la part de la dette de court terme à 55,8 % du total à fin septembre 2022, contre 64,5 % un an plus tôt, selon les calculs de *Jeune Afrique*. « Je remercie la communauté des investisseurs pour la confiance qu'elle accorde à l'entreprise. Notre track-record en matière d'accès au marché des capitaux reste solide », a souligné Michel Puchercos lors de la présentation des derniers résultats financiers du groupe.

Dangote Cernent a en effet réduit considérablement la part des billets de trésorerie et des emprunts bancaires dans son profil de financement, privilégiant la dette obligataire, moins chère et plus stable. Cette dernière était en hausse de 78 % sur un an à la fin de septembre 2022, contre une progression de seulement 11 % pour les emprunts bancaires. Après avoir émis son premier emprunt obligataire de 100 milliards de nairas en avril 2020 (235 millions d'euros à l'époque), pour une maturité de cinq ans, le cimentier a levé 116 milliards de nairas en avril 2022, en trois tranches, de cinq, sept et dix ans. Tous les acteurs et tous les secteurs ne sont certes pas logés à la même enseigne, ni capables de réajuster de la même façon leurs stratégies de financement.

Orange Côte d'Ivoire, par exemple, a choisi d'octroyer l'intégralité de son bénéfice net à ses actionnaires, le complétant même d'une contribution de 2,6 milliards de F CFA prélevée sur sa « réserve libre », pour un total de 126 milliards de F CFA (192 millions d'euros) de dividendes au titre de l'année 2022. Ce qui semble, à première vue, une preuve d'imperméabilité aux ajustements demandés par les marchés du crédit ne l'est pas nécessairement. De fait, le montant des découverts bancaires et des emprunts de court terme d'Orange CI a triplé sur un an, à 76 milliards de F CFA à la fin de 2022.

La générosité affichée cette année n'est pas sans lien avec la nécessité de s'attirer les bonnes grâces des petits porteurs de la place d'Abidjan, particulièrement sensibles aux dividendes, comme le prouve l'impopularité du titre Ecobank pendant ses années de régime sec. Pour rappel, quelques semaines à peine après l'entrée en Bourse de la filiale d'Orange en Côte d'Ivoire, le 30 décembre 2022, et à la suite d'un démarrage en fanfare, le cours du titre s'était déjà largement tassé.

**Politique de dividendes
« ajustée », recours
au marché boursier,
émissions d'obligations
de plus longue maturité :
les modèles
d'endettement sont plus
sélectifs.**

Autre facteur différenciant : le poids colossal de sa maison mère française, gage intrinsèque de la qualité de sa signature et rempart contre un alourdissement excessif du coût du crédit. Pour preuve, le coût du remboursement des emprunts de long terme d'Orange CI a (très) légèrement reculé à 29,5 milliards de F CFA l'an dernier.

Au demeurant, le groupe tire profit de plusieurs années d'une croissance qui, à défaut d'être maigre, est

équilibrée. Ainsi, à l'issue de la distribution de dividendes, la « réserve libre » dans laquelle il a puisé présente encore un solde créditeur de 234,6 milliards de F CFA, rappelle le holding, qui rassemble les activités d'Orange en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso et au Liberia.

Maîtriser les dépenses

Toujours à Abidjan, mais à l'extrême opposé du confort d'Orange, on retrouve le leader national du sucre, Sucrivoire, engagé depuis plusieurs années dans un ambitieux et coûteux programme (« Projet 160 000 tonnes »).

La filiale de Sifca, premier groupe privé ivoirien, a vu son résultat financier se dégrader d'un tiers au troisième trimestre 2022. L'entreprise agro-industrielle accuse le coup du « niveau élevé des emprunts qui se mettent progressivement en place pour le financement du projet d'augmentation des capacités de production de sucre ». À défaut de pouvoir réduire son plan d'investissements, qui entre dans un vaste programme d'accroissement de la transformation agricole ardemment souhaité par l'État ivoirien, son deuxième actionnaire, Sucrivoire cherche une autre parade.

En août 2022, le DG, Michel Akpangni, a été poussé vers la sortie, remplacé temporairement par le PCA de Sifca, Alassane Doumbia. Une décision qui n'a pas calmé les investisseurs : le titre a chuté, de 1200 à environ 800 F CFA, entre octobre 2022 et fin janvier 2023.

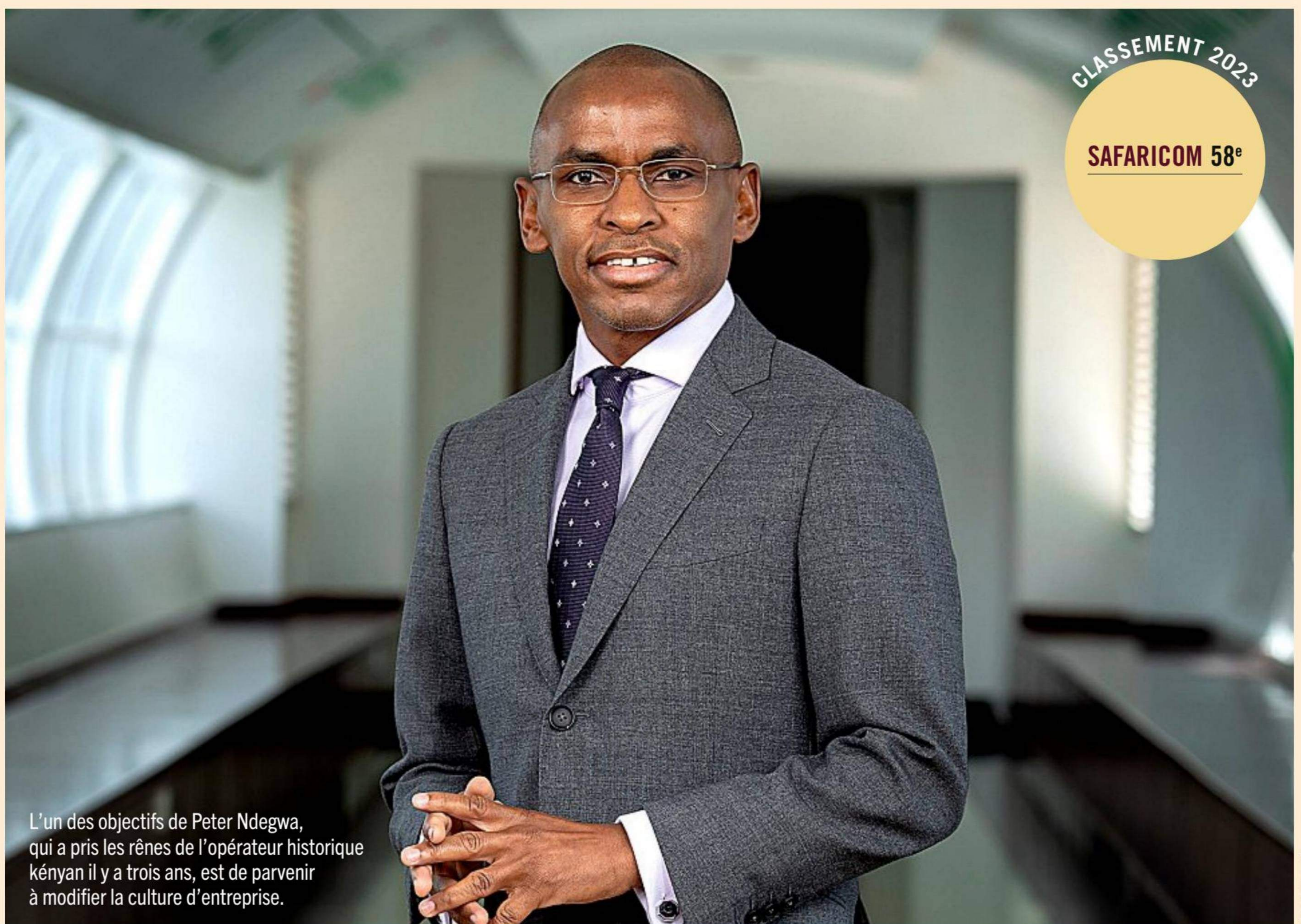
Début février, l'entreprise a annoncé l'embauche comme DG de Pierluigi Passera, transfuge du négociant Barry Callebaut. La mission de ce spécialiste du cacao, passé par le Cameroun et par la Côte d'Ivoire, consistera notamment à poursuivre « la maîtrise de coûts ». Un premier pas vers une croissance maigre ? Ou une maigre consolation au vu des contraintes financières de l'entreprise ? Difficile d'y répondre pour l'instant. Fait notable, toutefois, dans l'annonce de sa nomination, Sucrivoire a rappelé que Pierluigi Passera est... diplômé en sciences bancaires d'une université italienne. •

TÉLÉCOMS

Avec Peter Ndegwa, rigueur et développement pour Safaricom

Réputé pour ses capacités d'exécution et sa rigueur financière autant que pour son austérité, le Kényan, qui se tient soigneusement à l'écart de la sphère politique, a su en trois ans dynamiser un groupe trop à l'étroit dans son seul marché domestique.

QUENTIN VELLUET



SAFARICOM

Tiré à quatre épingles. Visage émacié. Rasé de près. On sait très peu de choses sur le discret Peter Ndegwa, hormis qu'il est un habitué des vacances sur les côtes prisées de Watamu (à une centaine de kilomètres au nord de Mombasa, au Kenya), ou qu'il aime fouler le sable blanc de l'île Maurice.

Rencontré à l'occasion du Mobile World Congress à Barcelone début mars, alors qu'il savait que nous voulions réaliser un portrait de lui, il s'est montré accessible et avenant quand plusieurs de nos sources nous l'avaient décrit comme austère. Mais, s'il est une qualité sur laquelle chacun s'accorde, c'est qu'il est un homme de chiffres, un pur financier toujours en

quête de la sacro-sainte performance. Ce pragmatisme et cette rigueur, parfois assimilés à un manque d'affect, voilà ce sur quoi s'appuie invariablement Peter Ndegwa, 53 ans, né dans le quartier d'Eastleigh, à Nairobi, pour prendre ses décisions les plus difficiles. Comme celle de changer la culture d'entreprise de Safaricom. Chez l'opérateur historique kényan.

qu'il dirige depuis avril 2020 : exit le favoritisme, trop souvent mû par des logiques tribales. Place au mérite défini par des KPI (indicateurs de performance) mûrement réfléchis.

Le pari éthiopien

« Safaricom est un gros navire qui a besoin de temps pour changer, mais grâce à la nouvelle direction il pourrait y avoir des avancées dans la façon dont les choses se passent », confirme un ancien dirigeant de Safaricom que nous avons interrogé sous le couvert de l'anonymat. Celui-ci affirme que Peter Ndegwa mène actuellement une rude bataille contre des « cartels de fournisseurs » qui imposent un système de « corruption » au sein de l'opérateur. Pour le principal concerné en revanche, cette question « n'est plus une préoccupation » et relève déjà de l'histoire ancienne, Safaricom se référant désormais à la société d'approvisionnement de Vodafone pour se fournir et obtenir de bons prix.

« Peter est l'homme qui doit rationaliser les finances du fait des investissements massifs engagés en Éthiopie », indique la dirigeante d'une entreprise partenaire. Arrivé dans un contexte de ralentissement de la croissance du groupe, devenu relativement mature sur son marché local, ce sportif qui court 25 km chaque semaine et surveille sa santé grâce à sa montre connectée a fait le pari de dynamiser la croissance grâce à l'entrée d'un consortium emmené par Safaricom dans le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique, où tout reste à faire, des réseaux 4G au mobile money.

« Il a fallu faire en sorte que le conseil d'administration comprenne bien l'opportunité que le pays représentait, au moment même où d'autres concurrents choisissaient de se retirer de la course, explique Peter Ndegwa à *Jeune Afrique*. Mais, dans dix ans, on se rendra compte que c'était la meilleure décision à prendre », poursuit-il, assurant que le défi relève davantage de la capacité d'exécution que de la bonne stratégie commerciale.

D'ici là, le risque est bien de grignoter les résultats de l'opérateur, créé en 1997. En 2022, l'entreprise, qui revendique plus de 42 millions d'utilisateurs, a réalisé 298 milliards

de shillings kényans de chiffre d'affaires (2,2 milliards d'euros), dont 67 496 millions de shillings de bénéfices après impôts, malgré les lourds investissements consentis dans sa nouvelle filiale. Selon les estimations des marchés financiers, l'Éthiopie devrait grever à nouveau les bénéfices en 2023 et en 2024, sans que ceux-ci ne descendent cependant sous les 50 milliards de shillings. « Nous serons rentables au bout de quatre ans », assure de son côté Peter Ndegwa. La licence d'opérateur privé obtenue pour 850 millions de dollars en avril 2021 à Addis-Abeba est un pari sur le long terme qui nécessite 8,5 milliards de dollars d'investissements en dix ans.

M-Pesa et ses possibilités de diversification dans l'assurance, les services de santé et l'e-commerce font partie des priorités de Safaricom pour 2023.

Autre accélération amorcée par l'ex-associé du cabinet PwC, l'ouverture de M-Pesa à de nouveaux marchés du continent et sa séparation d'avec l'opérateur historique. Le premier service de mobile money de l'histoire représente désormais 38 % des revenus de Safaricom. Le segment porte la croissance du groupe contrôlé à 35 % par Vodacom, lui-même détenu à 70 % par le britannique Vodafone. M-Pesa et ses possibilités de diversification dans l'assurance, les services de santé et l'e-commerce font d'ailleurs partie des priorités de Safaricom pour 2023 aux côtés de l'Éthiopie, du développement de l'internet fixe (fibre et 5G fixe) et de l'internet des objets (IoT).

En interne, la volonté de contrôle de Vodacom sur M-Pesa dérange et a eu tendance à cimenter la relation qu'entretiennent aujourd'hui Sitoyo Lopokoyit, directeur général du service de paiement, et Peter Ndegwa. « Les Anglais pensent pouvoir définir la stratégie africaine de M-Pesa de là où ils sont, mais ils ont échoué

en Afrique du Sud et au Ghana », peste l'ex-dirigeant que nous avons consulté. « Sitoyo Lopokoyit détient le vrai pouvoir et la vision stratégique », conclut-il. Les deux patrons ont deux façons bien distinctes d'exercer leurs fonctions : « Sitoyo est un stratège de long terme et un vétéran des télécoms, quand Peter reste un financier concentré au quotidien sur les performances financières de son groupe », observe la même source.

Lorsqu'il a pris la tête de Safaricom, en avril 2020, le dirigeant expert-comptable, diplômé dans les années 1990 en économie de l'Université de Nairobi puis de la London Business School, a clos un chapitre de quatorze années dans les biens de grande consommation, dont plus de huit au sein du groupe de spiritueux britannique Diageo, qu'il a dirigé depuis Amsterdam de 2018 à 2020.

Selon nos sources, son travail quelques années auparavant à la tête de Guinness Nigeria avait été remarqué par le board de Vodacom et la majorité politique d'Uhuru Kenyatta. Son expérience de six ans chez PwC, à Londres, a également pesé dans la balance auprès des Britanniques du côté de Vodafone.

Une nouvelle gouvernance

« Ndegwa correspondait parfaitement aux critères que recherchaient le conseil d'administration et le pouvoir, soit un dirigeant kényan avec une expérience couronnée de succès au sein d'une multinationale », explique l'ex-Safaricom. « Son expérience dans les biens de grande consommation ne doit pas manquer de l'aider au quotidien, car il existe de vraies similitudes entre cette industrie et celle des télécoms », affirme, quant à elle, la dirigeante de l'entreprise partenaire. Concernant les télécommunications, la connaissance du secteur lui a été insufflée, au cours de ses premières années de direction, par le Britannique Michael Joseph, ancien DG de Safaricom et prédécesseur du charismatique Bob Collymore. « Michael aurait rêvé de diriger le Safaricom d'aujourd'hui. Il n'hésite donc pas à donner son avis sur tout », résume notre bon connaisseur du groupe. Devenu un envahissant président du conseil

d'administration, il a été remplacé en août 2022 par John Ngumi, auquel a succédé en janvier dernier l'avocat Adil Arshed Khawaja.

Dans la foulée des changements intervenus en février au sein du conseil d'administration, avec la nomination de Karen Kandie (directrice des réformes parapubliques - notamment financières au Trésor national du Kenya) et d'Ory Okolloh (partenaire au sein de l'investisseur Verod-Kepple Africa Ventures) en remplacement de Stanley Kamau et de Bitange Ndemo, Peter Ndegwa a également placé des proches à des postes clés. Esther Masese, ex-directrice de KCB Corporate Banking, a été nommée directrice des services financiers. Son prédécesseur, Boniface Mungania, a été nommé directeur de la transformation numérique du secteur public, tandis que Zizwe Awuor Vundla, ex-directrice marketing de Diageo en Afrique du Sud, a été nommée directrice de la marque et du marketing.

Reste une inconnue dans la complexe position de dirigeant du plus gros contribuable d'un pays qui vit à l'heure actuelle sa première alternance politique depuis son indépendance : de quel soutien bénéficiera le premier dirigeant kényan de Safaricom auprès de la nouvelle majorité au pouvoir? Alors que des rumeurs ont couru selon lesquelles Ndegwa allait démissionner de son poste à la suite des résultats de l'élection présidentielle, ce dernier a rapidement démenti officiellement. « Nous avons le soutien de l'ensemble du board, que ce soit les membres externes, ceux de Vodafone et de Vodacom, ou les représentants du gouvernement », nous a affirmé le dirigeant.

Science pour le moins inexacte et impalpable, la politique sera-t-elle le talon d'Achille de Peter Ndegwa? « Il se tient bien à l'écart de ces sujets et n'a définitivement aucun intérêt pour la question », estime en tout cas l'ancien dirigeant de Safaricom. Un gage de longévité? •

AFRIQUE DE L'OUEST

L'industrie minière sur la défensive face aux juntas

À la suite des coups d'État qui se sont succédé dans la région, l'inquiétude prédomine chez les miniers face aux décisions des pouvoirs en place.

GAËLLE ARENSON

« **L**a grosse question, c'est bien sûr le Burkina Faso. » Quand on interroge les compagnies minières actives en Afrique de l'Ouest au sujet des conséquences des coups d'État sur l'industrie, les inquiétudes se cristallisent majoritairement sur l'ancienne Haute-Volta. Les deux putschs, encore présents dans tous les esprits, n'ont en rien réglé la forte dégradation du climat sécuritaire ni la perte de contrôle de plus de 40 % du territoire au profit de groupes terroristes armés.

L'injonction de plier bagage faite aux forces françaises, en début d'année, n'a rien fait non plus pour les rassurer. Même si un investisseur minier souhaitant garder l'anonymat tempère : « Le pouvoir en place à Ouagadougou n'est pas idiot. Il a forcément pensé à une solution de rechange. » En sollicitant, comme son voisin malien, le soutien des mercenaires du groupe paramilitaire russe Wagner?

Début février, en visite à Bamako, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a en tout cas assuré que son pays allait « apporter son soutien au Burkina Faso ». Mais, pour l'heure, les attaques contre les

forces burkinabè se multiplient - au moins 51 soldats ont été assassinés le 17 février dans le nord du pays -, et, faute d'une sécurité suffisante, trois mines d'or sont toujours à l'arrêt : Taparko du russe Nordgold, Youga du canadien Avesoro Resources, et Karma du local Nere Mining.

Mais un fait nouveau est encore venu détériorer la confiance des industriels : le capitaine Ibrahim Traoré, au pouvoir à Ouagadougou, s'est livré à deux réquisitions surprises d'or, le 15 février, auprès d'Endeavour Mining (mine de

Mana) et de Nordgold (mine de Bissa), deux acteurs majeurs dans le pays. La marchandise - des barres de métal jaune qui doivent encore être raffinées à l'étranger - est estimée à près de 25 millions de dollars. À ce stade, la date et la façon dont les deux miniers seront payés ne sont pas connues, mais la manœuvre, brutale, a raidi la relation avec l'industrie.

Burkina : instabilité réglementaire

L'urgence est pourtant bien à la reprise de l'activité. Pour rappel : la production nationale a diminué, passant de 671 en 2021 à 581 en 2022. Conscient de la manne que représente le secteur, dominé par l'extraction →

▲IMENr/o

BISSA-BOULY
GOLD 270^e
MANA GOLD 322^e

Le gouvernement d'Ibrahim Traoré, président de la transition du Burkina Faso, (au centre), a effectué deux réquisitions d'or surprises, le 15 février, auprès de deux acteurs miniers majeurs du pays.



→ aurifère, pour l'économie burkinabè (16 % du PIB et 30 % des recettes fiscales), le gouvernement de transition avait pourtant, ces derniers mois, engagé un dialogue étroit avec les compagnies minières.

À l'occasion du plus important raout du secteur minier africain, la conférence Mining Indaba, réunie au Cap le 8 février - soit une semaine seulement avant les réquisitions -, la présidente de la Chambre des mines, Payidwende Priscille Zongo, ainsi que le secrétaire général du ministère des Mines, Jean-Baptiste Kaboré, s'étaient déplacés avec l'intention évidente de rassurer.

Ils ont insisté sur les dernières propositions d'allègements fiscaux et douaniers censés compenser les surcoûts engendrés par la sécurisation des convois. Et n'ont pas manqué de mettre l'accent sur l'inauguration imminente d'une nouvelle mine d'or

à Bomboré (à moins de 100 km à l'est de Ouagadougou) par la compagnie canadienne Orezone, ainsi que l'investissement de 21 millions de dollars réalisé en 2022 - auxquels devraient s'adjoindre 27 millions de dollars supplémentaires cette année - par l'australien West African Resources dans le projet de la mine de Kiaka (à environ deux heures et demie de route au sud de Ouagadougou). Plus inquiétant, en revanche, le représentant du gouvernement a confirmé aux participants qu'un projet de modification du code minier se profilait. Son timing comme son opportunité questionnent les producteurs d'or, eux qui n'aiment rien moins que l'instabilité réglementaire.

La Guinée attire les investisseurs

En Guinée, les industriels, d'abord rassurés par les déclarations « pro-business » du colonel putschiste Mamadi

Doumbouya, arrivé au pouvoir en septembre 2021, avaient, comme si de rien n'était, continué de vaquer à leurs occupations. Mais le Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD) a par la suite rapidement ciblé la Société minière de Boké (SMB) - détenue par United Mining Supply du Franco-Libanais Fadi Wazni, les Singapouriens de Winning International Group, et les Chinois de China Hongqiao Group. Tout sauf un hasard puisque la SMB est devenue en quelques années le plus important producteur de bauxite du pays, loin devant l'historique Compagnie des bauxites de Guinée (CBG).

La SMB a fait l'objet d'un premier contrôle fiscal pour les années 2015, 2016 et 2017, lequel a débouché sur un accord transactionnel de 70 millions de dollars, puis d'un second, toujours en cours, sur les exercices 2018, 2019 et



REUTERS/VINCENT BADO

2020. À la fin de 2022, le CNRD a également institué pour l'ensemble de la filière un controversé « prix de référence de la bauxite », qui doit entrer en vigueur sous peu. Tous les producteurs du minerai servant à fabriquer l'aluminium sont concernés : Guinea Alumina Corporation, la Compagnie de développement des mines internationales Henan-Chine, la Compagnie de Bauxite de Dian-Dian (filiale de Rusai), les mines de Boffa (Chinalco), de Bel Air (Alufer Mining), Bauxite Kimbo, et, bien sûr, la CBG et la SMB. En ce début d'année, le gouvernement de transition a également émis l'idée d'un nouveau règlement obligeant les miniers à rapatrier leurs devises sur des comptes de banques guinéennes.

Sur le front de l'emblématique projet de fer du Simandou, en revanche, estimé à 15 milliards de dollars, la destitution d'Alpha Condé a marqué

une accélération sans précédent. Si, le 10 mars 2022, l'État avait suspendu les activités du projet, insatisfait de son état d'avancement, le même mois, il parvenait à réunir toutes les parties prenantes pour signer un accord-cadre. Le trimestre suivant, il franchit une nouvelle étape, inédite, avec la création de la Compagnie du Transguinéen (CTG), société de gestion commune des infrastructures fer-

En Guinée, le projet de fer du Simandou a connu une accélération sans précédent avec la signature d'un accord-cadre et la création de la Compagnie du Transguinéen (CTG).

roviaires et portuaires dans laquelle il a acquis une participation gracieuse de 15 %. Une première !

Lors du dernier trimestre de 2022, nouvelle avancée avec l'annonce de l'entrée du numéro un mondial de l'acier, Baowu Steel, dans le projet eeté/côté Winning Consortium Simandou (WCS, positionné sur les blocs 3 et 4), dans lequel on retrouve les actionnaires de la SMB. Et, en janvier 2023, le CNRD s'envolait pour une visite officielle en Chine afin de sceller le nouveau partenariat avec Baowu Steel, qui reste malgré tout à finaliser.

Comme révélé par *Africa Business+* le 1^{er} février dernier, un calendrier de relance très ambitieux est dorénavant enclenché. Il comprend la reprise des travaux début mars, la signature du pacte d'actionnaires de la CGT (effective depuis le 8 mars), la remise à plat des conventions minières de WCS et de Rio Tinto, ainsi qu'une prise de participation à hauteur de 34 % de Rio Tinto Simfer (blocs 1 et 2) dans les sociétés de rail et de port de WCS. À Conakry, le pouvoir est désormais arc-bouté sur une entrée en production de la mine à la fin de 2024. Au demeurant, le secteur minier guinéen

continue d'attirer des investisseurs, comme La Mancha Capital Advisory, le fonds d'investissement du milliardaire égyptien Naguib Sawiris, qui a injecté il y a un an 15 millions de dollars dans le projet de mine de graphite de Lola, en cours de financement.

Confiance dégradée au Mali

Au Mali aussi, la scène minière continue d'attirer les investisseurs malgré les tourments politiques. En particulier dans le lithium, où deux projets sont en cours de développement au sud de Bamako : Goulamina, piloté par Léo Lithium, et Bougouni, par Kodal Minerais. Le premier bénéficie du soutien financier du chinois Ganfeng Lithium, et le second a récemment décroché une enveloppe de 118 millions de dollars de Hainan Mining (Fosun International). Cependant, dès 2021, B2Gold (Canada) a eu maille à partir avec le ministère des Mines concernant le renouvellement et l'obtention de licences clés. Ces titres avaient dans un premier temps été attribués à des sociétés locales sans aucun bilan d'activité minière et réputées proches du titulaire du portefeuille des Mines de l'époque.

Ces derniers mois, la confiance du secteur s'est fortement dégradée. Le pouvoir, qui s'appuie sur les forces du groupe Wagner, a pris plusieurs dispositions qui ont ému les industriels. En novembre 2022, il a d'abord lancé un audit de l'ensemble des acteurs de la place dont le but est d'« optimiser les revenus extractifs ». Ses résultats sont attendus. À peu près au même moment, il a également annoncé la création de la Société de recherche et d'exploitation des ressources minérales (Sorem SA), positionnant cette nouvelle entité nationale comme explorateur et producteur potentiel de minerai. Or l'administration dispose d'un accès privilégié aux données géologiques des diverses licences disponibles... De quoi procurer un avantage certain à la Sorem dans l'attribution de titres. Enfin, à la fin de novembre, les autorités ont décidé de suspendre purement et simplement l'attribution des permis. Selon un avocat minier présent à Mining Indaba, désormais, au Mali, « de nombreux voyants sont au rouge ». •

LA GALAXIE DE...

Malik Rebrab

À la tête du groupe familial, après la mise en retrait de son père, Issad, en juin 2022, le patron du premier conglomérat privé d'Algérie a réussi à détendre les relations avec les autorités. Il lui reste à imprimer sa marque.

ESTELLE MAUSSION



Aux commandes de Cevital, géant de l'industrie et de l'agroalimentaire, Malik Rebrab a sensiblement réorganisé ses équipes.

Depuis le départ à la retraite à la fin de juin 2022 d'Issad Rebrab, fondateur et patron historique de Cevital, son fils cadet, Malik, né en 1971, est bien le seul maître à bord. C'est lui qui assure les quelques prises de parole publiques du groupe et qui prend les décisions difficiles, comme celle de mettre fin à certains projets paternels restés en souffrance. Il réorganise aussi son

équipe. Réputé influent sous l'ère Issad, le Franco-Algérien Mohssen Toumi, *partner* au sein du cabinet Oliver Wyman, semble avoir pris ses distances, alors que Djaffar Bouslimani, recruté par le père comme secrétaire général courant 2021, a quitté le navire en août 2022.

À l'inverse, une nouvelle directrice de la communication, Samira Guebli, venue de l'Assemblée nationale, a récemment rejoint Cevital. Des

mouvements qui permettent à Malik, entré au sein du groupe dès 1999 et qui dirigeait son pôle industrie depuis 2010, de se démarquer par rapport à l'héritage paternel. Sans que l'on sache si Issad Rebrab, qui poursuit certains projets lui tenant à cœur, dont EvCon, société de purification d'eau dirigée par Kamal Benkoussa et à l'origine des ennuis judiciaires du patriarche en 2019, a définitivement renoncé à toute velléité sur la destinée du groupe.

LE DÉFI DE LA FRATRIE

Si l'actuel PDG de Cevital est devenu le dauphin de fait - il a assuré l'intérim du père en 2019 lors de son incarcération après sa condamnation (contestée) pour infractions fiscales, bancaires et douanières - et s'il est habitué à côtoyer ses frères et sœur (Omar, Salim, Yassine et Lynda), tous membres du conseil d'administration comme le père (selon les dernières informations communiquées par le groupe en mai 2021), cela n'empêche pas les tensions au sein de la fratrie.

Les résultats décevants du projet phare de Malik, une usine Brandt à Sétif qui a nécessité un investissement de 400 millions d'euros, génèrent frustration et ressentiment chez ses proches alors que le groupe, qui compte 26 filiales, vit grâce à son pôle agroalimentaire (sucre et huile), qui assure 80 % de son chiffre d'affaires, estimé à 300 milliards de dinars pour 2022. Privé du statut d'héritier malgré sa position d'aîné. Omar peine à relancer les activités automobiles - autrefois florissantes -, tout en s'activant dans l'immobilier. Un temps à la tête de Numidis (grande distribution), Salim, qui a pris du champ en s'installant à Londres, et Lynda restent impliqués dans les activités du groupe, notamment à travers Isla Mondial, société française spécialisée dans la charcuterie halal. Quant au benjamin, Yassine, qui multiplie les projets personnels ces dernières années dans divers secteurs, il est le seul à se tenir à l'écart des jeux de pouvoir qui agitent le groupe.

LES PILIERS

Mehdi Adam Iskounen

« Il a travaillé au port de Béjaïa, où il a rencontré Issad Rebrab, qui l'a enrôlé », raconte un bon connaisseur du groupe. Salué pour sa capacité de travail et son sens de l'opérationnel, Mehdi Adam Iskounen est devenu conseiller d'Issad Rebrab sur les projets à l'international. Vivant aux États-Unis, où il a fondé Entami Corporation, il pilote désormais Cevital International Dubai, la filiale du groupe aux Émirats arabes unis. Alors que le groupe a récemment été autorisé par les autorités algériennes à reprendre ses exportations (suspendues depuis mars 2022 au nom de la préservation de la sécurité alimentaire), Iskounen aurait joué un rôle clé dans la livraison au début de 2023 de 180001 de sucre à la Mauritanie.

Mustapha Youkenane

Cet ingénieur de l'Université de Béjaïa, qui a complété sa formation par un MBA à HEC Montréal, a fait toute sa carrière au sein de Cevital, à l'exception d'une courte expérience entre 2016 et 2019 chez Danone Algérie en tant que

directeur d'usine. Il a gravi les échelons jusqu'à devenir directeur industriel du complexe de Béjaïa, centre névralgique de la production du groupe qui revendique la plus grande raffinerie de sucre au monde (capacité de production de 2 millions de t par an), la plus importante raffinerie d'huile du continent (570 000 t annuelles), et qui doit accueillir le projet de longue date d'une usine de trituration de graines oléagineuses. Illustration de la relation de confiance existant entre lui et le PDG.

Hamid Chader

Ancien de Lidl (durant huit ans) et du groupe Dia (pendant onze ans), il a rejoint Cevital en 2012 comme directeur général de Numilog, la filiale logistique et transport du groupe en Algérie, avant d'être promu deux ans plus tard, en 2014, directeur général de la division services et logistique de l'ensemble du groupe (Numilog et CTLOG en France). Également impliqué dans la gestion d'autres entités en Europe, il demeure, malgré sa discrétion, un rouage clé de Cevital.

LES OPÉRATIONNELS

Abdelkader Guemache

Entré chez Cevital en 2007 à Béjaïa comme directeur des finances et de la comptabilité, il fait aujourd'hui figure d'ancien. Désormais à la tête des activités agroalimentaires, il supervise la production en mettant l'accent sur la qualité, tout en faisant du lobbying pour que la levée des restrictions sur les exportations prononcée par les autorités algériennes concerne aussi le marché européen et pas seulement les pays arabes et africains.

Farid Amellal et Ahmed Malek

Ce sont les deux nouveaux directeurs généraux adjoints du groupe. Tous deux arrivés juste après le retrait du père et tous deux anciens banquiers. Passé par Société générale et ancien de BNP Paribas (durant onze ans), Farid Amellal est aussi le frère de Mourad Amellal, l'un des dirigeants de Menara Capital, société implantée à Paris et à Londres qui exerce ses activités dans le conseil en dette privée et a notamment arrangé un financement pour Brandt (repris par Cevital) en 2019.

Fils de l'ancien premier ministre Redha Malek et frère de Mohamed Chérif Malek, le mari de Lynda Rebrab, Ahmed Malek était précédemment directeur général adjoint de Natixis Algérie, où il était entré en 2013. Le profil financier des deux DGA, dont Cevital devrait tirer profit, n'offre cependant pas la garantie d'une intégration réussie au sein d'un groupe familial aux dynamiques complexes.

Thierry Ballard

Recommandé au fondateur de Cevital par Grant Thornton Algérie, dirigé par Rafik Boussa, le neveu d'Issad et cousin de Malik, cet ancien de Bolloré, qui a passé presque trente ans dans le groupe, dont huit comme directeur financier de Bolloré Africa Logistics, a rejoint le groupe algérien en 2018 au poste de DGA chargé des finances. S'il semblait y avoir trouvé sa place, la situation s'est compliquée plus récemment. Il conserve toutefois des responsabilités au sein du groupe, qui emploie 18000 personnes.

ÉNERGIE

Compagnies électriques et États face à un choix cornélien

Prises en étau entre les conséquences de l'explosion de la facture énergétique et la montée de la colère sociale face à l'augmentation des prix, les compagnies nationales avancent en terrain miné.

BILAL MOUSJID

« **T**es gouvernements sont dans une situation difficile », concède d'entrée de jeu Heba Samir, directrice régionale des ventes chez Elsewedy Electric, le géant égyptien des équipements électriques présent dans dix-neuf pays africains. Et pour cause : l'envolée de la facture énergétique due à la pandémie puis à la guerre en Ukraine a fortement renchéri le coût de production de l'électricité. Les compagnies nationales sont dès lors face à un dilemme : maintenir les prix inchangés au risque de voir leur déficit - déjà très élevé - se creuser, ou répercuter la hausse sur les consommateurs et risquer d'alimenter la colère de la population, déjà éprouvée par une inflation galopante des produits de consommation.

Une équation difficile et un choix politique sur lequel n'ont que peu de prise les compagnies d'électricité dont les actions sont tributaires du feu vert du régulateur ou parfois directement d'une commission gouvernementale.

Plusieurs pays ont choisi de trancher le nœud gordien en révisant à la hausse les tarifs. C'est le cas par exemple du Cameroun, qui a décidé, pour la période allant de 2023 à 2025, d'augmenter les prix appliqués par la compagnie d'électricité Eneo à ses clients moyenne tension, tout en fixant des « seuils minimums de négociation des tarifs pour les clients dits grands comptes », annonçait l'Agence de régulation du secteur de l'électricité (Arsel) dans une décision publiée le 12 décembre 2022.

Sitôt entrée en vigueur, elle a suscité l'ire de certains industriels, à l'image de l'Organisation camerounaise des industries de transformation de l'acier (Ocita), qui s'est insurgée en janvier contre une décision dont elle juge les conséquences « très graves » pour l'économie.

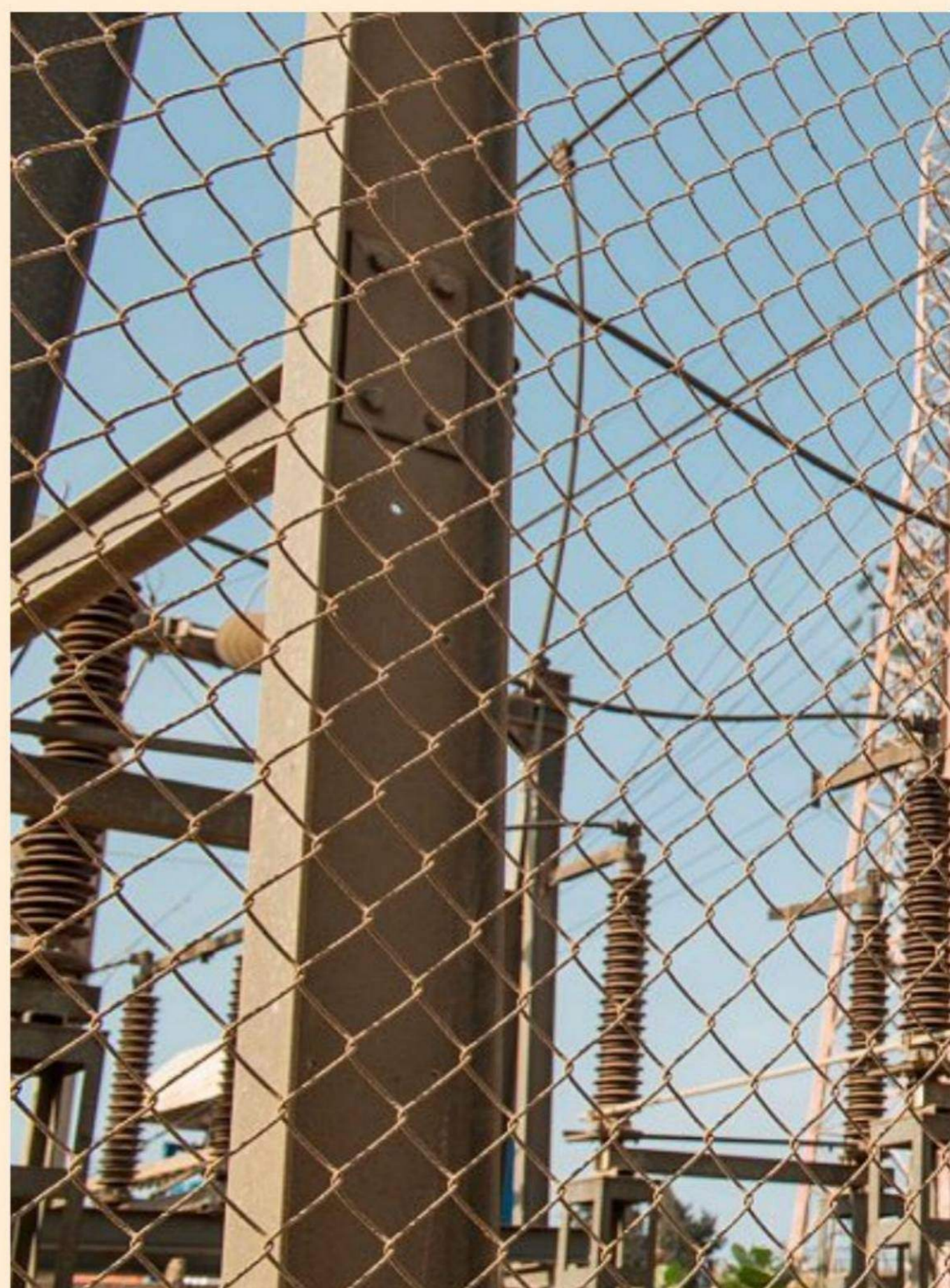
Atténuer les effets de l'inflation

Il en est de même de l'Afrique du Sud, où les tarifs vont bondir de 18,65 % à partir du 1^{er} avril. Plongé dans une crise de l'électricité au point de pousser le président Cyril Ramaphosa à déclarer l'état de catastrophe nationale, l'État tente de sauver de l'effondrement la compagnie nationale Eskom, dont la dette s'élève à 23 milliards de dollars. Là encore, la décision n'a pas tardé à faire réagir les syndicats, tel le Nehawu, syndicat du service public le plus important du pays, qui s'est dit, dans un communiqué publié en janvier, « irrité » par cette augmentation qui intervient à an seulement de la précédente (+ 9,6 %).

C'est le cas également du Sénégal, qui a décidé, à partir du 1^{er} janvier, de réduire la subvention en faveur des consommations dépassant 150 kilowattheures. « La subvention de l'État continue d'être effective pour toutes les tranches de consommation de la Senelec [Société nationale d'électricité du Sénégal]. Seulement, pour qu'elle devienne pérenne et efficiente, elle a été réajustée, ce qui reflète mieux la volonté sociale et solidaire du président de la République », a tempéré le directeur de la Senelec, Pape Mademba

Biteye. « Nous avons réajusté la répartition de telle sorte que plus vous consommez, moins vous bénéficiez de la subvention. [...] Ces ajustements donnent en moyenne une hausse de 16,62 % pour la clientèle basse tension tout en préservant la couche sociale la plus vulnérable, qui n'est pas concernée [près de 1,2 million de clients] », assurait-il.

D'autres pays devraient suivre, comme le Congo-Brazzaville, qui s'apprête à augmenter les tarifs de l'électricité, selon une annonce faite le 21 février par le ministre de l'Énergie



et de l'Hydraulique, Émile Ouosso. Le 7 février, Neila Noura Gonji, la ministre tunisienne de l'industrie, des Mines et de l'Énergie a quant à elle annoncé qu'une hausse des tarifs de l'électricité était programmée pour 2023, sans toutefois préciser la date de son entrée en vigueur. Le Pays du jasmin, dont les besoins en électricité sont en partie comblés par son voisin algérien, affiche des tarifs parmi les plus bas d'Afrique, avec 3 euros (moins de 2 000 F CFA) pour 75 kWh par mois, selon une récente étude du cabinet Deloitte, bien loin des prix pratiqués au Congo, au Sénégal, en Côte d'Ivoire ou au Maroc (entre 5 000 et 7 000 F CFA pour une consommation équivalente).

Épargner le pouvoir d'achat

Un choix que n'ont pas fait d'autres pays. Au Maroc, où les tarifs sont réglementés par une commission interministérielle, aucune hausse n'a été appliquée malgré la situation alarmante de l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (Onee). Le 12 avril 2022, le directeur général de l'Onee, Abderrahim El Hafidi, avait déclaré devant une commission parlementaire que, sans une aide de l'État, l'établissement public, dont la dernière augmentation des prix pratiquée date de 2017, devrait enregistrer un déficit de plus de 2 milliards d'euros. Un trou

qui nécessiterait une hausse de 40 % du prix pour les consommateurs, selon les déclarations du porte-parole du gouvernement, Mustapha Baïtas, quelques semaines plus tôt.

Pour épargner le pouvoir d'achat de la population, déjà érodé par l'envolée des prix des produits de consommation courante, le gouvernement d'Aziz Akhannouch avait prévu de débloquer une aide de 14 milliards de dirhams (1,3 milliard d'euros) au profit de l'Office. En octobre dernier, l'exécutif a finalement annoncé l'octroi de 5 milliards de dirhams à l'Onee pour main-

De leur côté, les producteurs d'électricité indépendants (IPP), investisseurs privés, n'entendent plus subir seuls les effets de la crise.

tenir les prix inchangés. Outre l'aide de l'État, l'office a également lancé en février une opération de titrisation des créances portant sur un montant de 2,1 milliards de dirhams.

Du côté de la RD Congo, le gouvernement est tout aussi hermétique à une

hausse des tarifs. Du moins pour le moment. « L'État doit venir chaque fois en aide à la population, car les coûts sont de plus en plus élevés. Mais l'État ne peut pas tout supporter. C'est pourquoi nous appelons à l'aide les bailleurs de fonds internationaux », nous dit Idesbald Chinamula Vuningoma, directeur général de l'Agence nationale de l'électrification et des services énergétiques en milieu rural et périurbain (Anser RDC).

Des projets ralentis

Mais, dans le contexte actuel, un autre facteur vient encore compliquer la donne : les producteurs d'électricité indépendants (IPP), investisseurs privés, n'entendent plus subir seuls les effets de la crise. « Nous avons négocié les tarifs avant la guerre en Ukraine et même avant la pandémie de Covid-19. Depuis, tous les prix ont augmenté, entraînant une forte hausse des coûts », décrit à *Jeune Afrique* Heba Samir, précisant, de fait, que de nombreux projets d'Elsewedy Electric sur le continent (25 % de son chiffre d'affaires) sont désormais en stand-by. Même constat du côté de Globelec, premier producteur indépendant d'électricité en Afrique. Dans un entretien accordé à *Jeune Afrique*, son PDG, Mike Scholey, reconnaît que « la hausse du prix des matières premières, de la main-d'œuvre et du transport » affecte aujourd'hui « la viabilité des projets ».

« Il y a, d'un côté, la nécessité d'accélérer l'électrification de l'Afrique et, de l'autre, les contraintes liées à la montée en flèche des prix des matières premières. Hélas, les gouvernements ne peuvent pas toujours répercuter la hausse sur les tarifs finaux. En tant que producteurs indépendants, nous nous retrouvons au milieu, sans pouvoir agir autrement qu'en ralentissant certains projets », regrette un opérateur énergétique rencontré le 7 février à l'Africa Investment Forum & Awards, à Paris.

De son côté, Mike Scholey voulait croire en une issue favorable pour les IPP : « Avec une gestion prudente de la part des entreprises concernées et des organismes de réglementation, je suis convaincu que des solutions à ce problème peuvent être trouvées. Mais il faudra du temps, de l'attention et une volonté de faire preuve de créativité des deux côtés. » •



Au Sénégal, le gouvernement a décidé, au travers de la Senelec, de réduire proportionnellement les subventions pour les plus gros consommateurs.

YOURI LENQUETTE POUR JA

TOTALENERGIES

Henri-Max Ndong-Nzue

« Nos bénéficiaires sont proportionnels à nos investissements »

CLASSEMENT 2023

TOTALENERGIES

ANGOLA 104^e

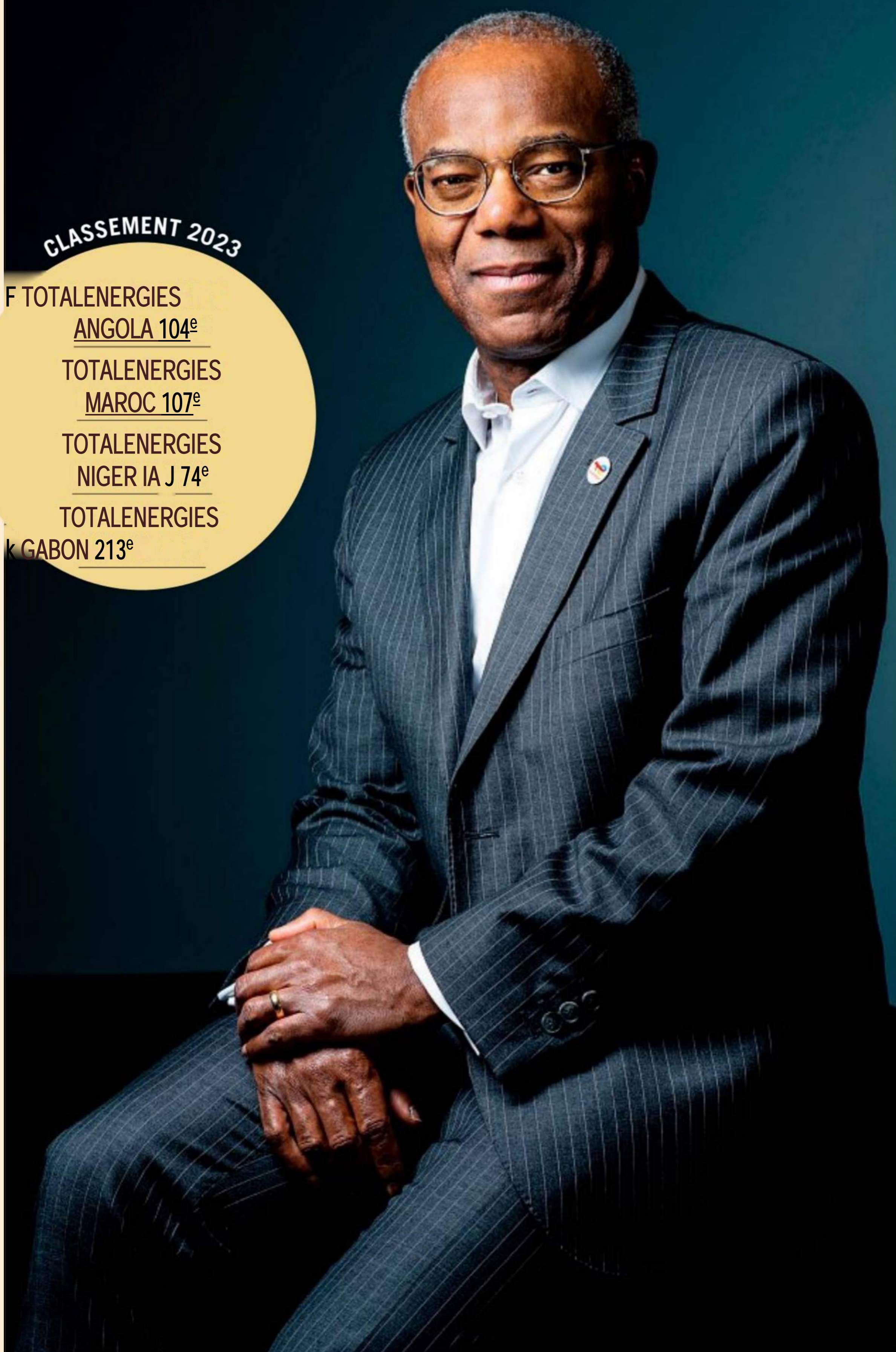
TOTALENERGIES

MAROC 107^e

TOTALENERGIES

NIGER IA J 74^e

TOTALENERGIES

GABON 213^e

Problèmes sécuritaires, transition énergétique, appel d'offres en RD Congo, part du continent dans les profits du groupe... Le nouveau directeur Afrique subsaharienne de la multinationale n'évite aucun sujet.

PROPOS RECUEILLIS
PAR AURÉLIE M'BIDA

Pour produit, ou presque, de la multinationale dirigée par Patrick Pouyanné, le successeur de Nicolas Terraz à la tête de la direction Afrique subsaharienne de TotalEnergies exploration-production (E&P) sent venir le vent du changement autant qu'il souhaite l'accompagner, après quatre-vingts années de présence de l'énergéticien français en Afrique.

Rencontré au siège de l'entreprise quelques jours après la publication des résultats records du groupe - bénéfice de 20,5 milliards de dollars au titre de 2022 -, Henri-Max Ndong-Nzue s'est montré concerné autant par les griefs de la société civile et des ONG envers les projets controversés Tilenga et Eacop en Ouganda que par les résultats du rapport d'audit sécuritaire sur le projet gazier de Cabo Delgado au Mozambique ou par les possibilités de reprise totale d'activité au Nigeria. L'ingénieur franco-gabonais nous livre ainsi sa lecture des enjeux auxquels le groupe est aujourd'hui confronté. Un géant mondial des hydrocarbures dont l'ambition est désormais de se muer en leader multi-énergies, à la faveur de la classification du gaz dans la catégorie « énergie de transition » et des moyens colossaux mis en oeuvre par la major cotée à la Bourse de Paris en vue de réduire ses émissions de gaz à effet de serre et de s'inscrire davantage encore dans la durée. Rencontre.

Jeune Afrique : Vous avez pris la direction Afrique de

DAMIEN GRENON POUR JIA

TotalEnergies E&P en 2021, dans un contexte de recul des investissements dans le pétrole, entre transition énergétique et sortie de crise liée au Covid-19. Quelle était alors votre feuille de route ? Et a-t-elle évolué depuis ?

Henri-Max Ndong-Nzue : Au cours des dix-huit derniers mois, la direction Afrique a déployé la nouvelle ambition du groupe : produire de l'énergie à bas coût avec moins d'émissions. L'année 2022 a été une bonne année. Sur le plan de la sécurité, nous avons obtenu de bons résultats, sans accident mortel, et des statistiques sur la sécurité au travail en amélioration. Concernant l'environnement, nous avons réduit de manière sensible nos pertes de confinement [fuites, ndlr] et nos émissions de gaz à effet de serre par rapport aux années précédentes.

Angola, Nigeria, Mozambique, vous avez amorcé plusieurs projets dans des pays historiques, et alloué de nouvelles ressources, dont certaines d'ampleur...

En effet, nous comptons de nombreuses réalisations cette année. Si l'on se limite aux principales d'entre elles : en Angola, nous avons mis en production deux champs à cycle court, Clov phase 2 et Clov phase 3, et lancé de nouveaux projets. Celui de Bégonia, un développement sous-marin raccordé à un navire flottant de production existant, celui de Pazflor, le projet NGC (Natural Gas Consortium), qui nous permettra d'alimenter l'usine de GNL de Sovo, et, enfin, nous lançons la première phase d'un projet solaire photovoltaïque. Au Nigeria, nous avons mis en production avec succès un nouveau champ : Ikike, une belle réalisation de nos équipes. Au Gabon et au Congo, nous avons conclu des accords avec les États hôtes qui nous permettent d'avoir aujourd'hui de la visibilité sur nos licences et de poursuivre nos investissements.

Les problèmes de sécurité du Nigeria lui ont fait perdre son statut de leader des pays producteurs de brut. Comment cela s'est-il traduit pour TotalEnergies, qui opère dans le pays ?

Effectivement, l'année 2022 a été difficile au Nigeria à cause des problèmes de sécurité, qui ont eu un impact sur la production de nos champs à terre. Nous avons discuté de ces difficultés avec les autorités, notamment notre ministère de tutelle et notre partenaire, la société nationale nigériane [la NNPC]. Des mesures ont été prises. Nous espérons que la situation va s'améliorer et nous permettre de relancer nos opérations en toute sécurité.

« -----
Dans le domaine des énergies renouvelables, nous faisons partie des cinq plus grands investisseurs à l'échelle mondiale.
 ----- »

Qu'en est-il des nouveaux pays dans lesquels votre groupe a pris pied en exploration-production ?

Pour ce qui est du développement de nouveaux relais de production, l'année 2022 a été marquée par la prise de décision finale d'investir en Ouganda sur le projet Tilenga (extraction de pétrole) et sur Eacop (transport des hydrocarbures), en partenariat avec les États ougandais et tanzanien. Par ailleurs, TotalEnergies a fait une découverte majeure en Namibie, avec le puits Vénus sur le permis 2913B. En 2023, nous allons mettre en branle un programme ambitieux d'exploration-appréciation dans ce pays.

Quelles sont les ambitions de TotalEnergies dans le gaz, le solaire ou encore l'éolien ?

Nous avons commencé à mettre en place l'année dernière un réseau de 20 chasseurs d'affaires (*renewable explorers*) - rattachés aux responsables pays - pour dénicher les opportunités dans l'hydroélectricité, l'éolien, les biocarburants et les puits naturels de carbone. Les premiers résultats sont déjà visibles. Avec le projet solaire angolais Quilemba, au Congo, où nous avons démarré avec

les autorités un projet de plantation d'arbres pour la capture de CO2 sur les plateaux Batéké, ou encore au Gabon, avec le développement d'un partenariat avec la Compagnie des bois du Gabon (CGG). Enfin, en Ouganda et en Tanzanie, nous avons signé des protocoles d'accord pour des projets solaires et éoliens. Et nous étudions également des opportunités dans d'autres pays, l'hydroélectricité au Mozambique par exemple.

Est-il plus difficile qu'auparavant de travailler sur des projets pétrogaziers en Afrique compte tenu des nouvelles contraintes du secteur ?

Nous vivons dans un monde où les entreprises sont de plus en plus interpellées par la société civile. En particulier le monde de l'énergie, qui doit répondre à un double défi. Celui, d'abord, de fournir de l'énergie au plus grand nombre. Or, rien qu'en Afrique, plus de 600 millions d'individus n'ont pas accès à l'électricité. Une demande à laquelle nous nous devons de répondre. En même temps, nous avons à résoudre le défi du changement climatique, ce qui signifie forcément moins d'émissions de gaz à effet de serre.

Comment comptez-vous relever ce double défi ?

Notre stratégie s'inscrit dans la droite ligne de l'accord de Paris et vise à apporter une énergie abordable, fiable et propre au plus grand nombre. C'est la raison pour laquelle nous avons consacré plus de 4 milliards de dollars d'investissement en 2022 dans les énergies bas carbone et, pour 2023, ce budget devrait être de 5 milliards. TotalEnergies figure déjà dans le top 5 mondial des investisseurs dans le domaine des énergies renouvelables.

Après le retrait pour raisons sécuritaires de la localité d'Atungi des équipes du consortium Mozambique LNG, dont TotalEnergies fait partie, le projet Cabo Delgado a-t-il des chances de redémarrer ?

Les autorités mozambicaines ont fait appel à des pays amis, notamment le Rwanda, pour restaurer la sécurité dans cette province. Patrick Pouyanné

s'est rendu dernièrement dans le Cabo Delgado et a pu constater que la situation sécuritaire s'était améliorée. Mais, pour redémarrer les travaux, il faut d'abord que la sécurité revienne de manière durable et que les services publics soient rétablis. En plus de cela, Mozambique LNG - le consortium international chargé du projet GNL - a mandaté un audit humanitaire, qui a été confié à Jean-Christophe Rufin [ancien ambassadeur de France au Sénégal et en Gambie]. En fonction de la situation sécuritaire, du rapport humanitaire et des discussions avec les cocontractants, Mozambique LNG prendra la décision de faire repartir ou non le projet.

Quand ce rapport doit-il être remis?

Dans les prochains jours. Mais je rappelle l'importance des coûts du projet. Il faut que ceux-ci restent raisonnables [le coût d'investissement initial avait été estimé à 15 milliards de dollars]. Il n'est pas question d'accepter une hausse substantielle du coût du projet.

Quels enjeux le projet Cabo Delgado représente-t-il pour la division E&P Afrique du groupe ?

Le projet GNL Mozambique est un projet dans lequel nous avons une participation de 26,5 %. C'est un projet dont la phase 1 est d'une capacité de 13,1 millions de tonnes par an. C'est donc tout à fait significatif. Il présente en outre plusieurs atouts : c'est un projet de production de gaz, une énergie de transition, idéalement situé pour desservir le marché asiatique et l'Europe.

Qu'en est-il de l'Ouganda et des projets Tilenga et Eacop, dont la date de mise en production est toujours attendue pour 2025 ? Où en est le financement ?

Pour la partie amont, le projet Tilenga, dans lequel TotalEnergies possède 56,7 % de participation, la société chinoise Cnooc 28 %, et la société nationale ougandaise Unoc 15 %, le financement se fait sur fonds propres de TotalEnergies et de Cnooc. Pour la partie transport des hydrocarbures sur la côte tanzanienne, dont le projet est dénommé East

African Crude Oil pipeline (Eacop), une société a été créée dans laquelle TotalEnergies détient 62 %, Cnooc, 8 %, les sociétés nationales ougandaise Unoc et tanzanienne TPDC, chacune 15 %. Cette société financera pour partie le projet sur fonds propres et, pour l'autre, par emprunt. Aujourd'hui, les discussions progressent à la fois avec les banques internationales et les banques africaines.

La RD Congo a lancé, en juillet 2022, un appel d'offres pour la mise en vente de 30 blocs pétroliers. Pourquoi aucune major, pas même TotalEnergies, ne s'est-elle encore positionnée ?

TotalEnergies est effectivement sortie de RD Congo après avoir rendu le bloc 3 en 2019. Nous avons décidé de ne pas participer à l'appel d'offres qui a été proposé pour une question d'opportunité. Nous ne pouvons pas être partout. Pour le reste, il m'est difficile de parler à la place des autres sociétés.

« -----

La production du groupe devrait retrouver ses niveaux de 2020 à l'horizon 2027, avec un mix énergétique dans lequel le gaz va gagner en importance.

-----»

Dernièrement, il est apparu que la part du continent africain dans la production globale de TotalEnergies avait diminué. Comment l'expliquer ?

L'Afrique est un continent majeur pour l'entreprise, qui y est présente depuis plus de quatre-vingts ans. En 2020, l'Afrique subsaharienne représentait environ 20 % de la production de TotalEnergies. Aujourd'hui, la contribution de l'Afrique est passée à 17 % à cause du déclin naturel de nos champs en production et des difficultés rencontrées en matière de sécurité sur nos champs à terre, au Nigeria. Grâce aux développements en Angola, en Ouganda et

au Mozambique, la production du groupe devrait retrouver ses niveaux de 2020 à l'horizon 2027, avec un mix énergétique dans lequel le gaz va gagner en importance.

Cette baisse de revenus a-t-elle correspondu à une baisse proportionnelle de la contribution de l'Afrique aux revenus globaux du groupe ?

Avant de parler des revenus, je tiens à rappeler l'effort d'investissement de TotalEnergies en Afrique. Le continent représente à peu près le tiers de l'effort d'investissement réalisé au niveau de l'exploration-production. Et donc, juste retour des choses, notre contribution en matière de cash-flow généré par nos opérations est à peu près de 30 %. Il y a donc un équilibre entre les capitaux investis par l'exploration-production en Afrique et, en retour, les revenus qui sont générés par nos activités sur le continent.

En 2022, les découvertes d'hydrocarbures ont été très importantes dans le monde. Et, si l'on en croit un récent rapport de WoodMacKenzie, elles ont été en particulier portées par l'Algérie et par la Namibie. Cela vous inspire-t-il de nouveaux projets ?

Tout à fait, puisque nous sommes concernés. Nous poursuivons notre effort d'exploration en Afrique. Sur les trois dernières années en moyenne, nous avons foré un peu plus de deux puits par an. Cette exploration a été couronnée de succès en Afrique du Sud : sur le même permis IIB/12Bn, nous avons foré deux puits positifs - les puits Luiperd, en 2019, et Brulpadda, en 2020. En 2022, nous avons sollicité le passage de ce permis en licence de production, et nous travaillons actuellement à identifier un débouché pour valoriser cette découverte de gaz à condensats.

En Namibie, nous avons foré l'an dernier un puits sur le permis 2912, où nous avons découvert de l'huile légère. Nous lancerons cette année un programme ambitieux d'exploration et d'appréciation pour nous assurer que cette découverte peut déboucher sur un développement économique. •



' HONORANT LE PASSÉ EN ST/ PRÉSERVANT LE FUTUR !



Durabilité à la nature



SCANNEZ CE CODE

POUR CONNAITRE NOS
EFFORTS ESG

Numéro D'identification Fiscale 204-891-949



AÉRIEN

Egyptair et Ethiopian Airlines, les meilleurs ennemis

Les tensions récurrentes entre Le Caire et Addis-Abeba n'empêchent pas le numéro deux du secteur aérien continental de collaborer avec son puissant rival.

NELLY FUALDES

« Le principal atout d'Egyptair? Ce sont les pyramides », sourit Jean Adadevi, consultant chez Lufthansa Systems. À la différence d'Ethiopian, première compagnie africaine, le pavillon égyptien, qui a fait voler 9 millions de passagers en 2022, n'est pas parvenu à s'imposer en tant que hub international. Pour preuve : le trafic de transit représente seulement 25 % du trafic de l'aéroport international du Caire, contre 70 % pour celui de Bole, à Addis-Abeba, selon les données compilées par le spécialiste Official Airline Guide (OAG). « L'Égypte est un produit fort », assure Yehia Zakaria, le tout nouveau PDG d'Egyptair, ancien ingénieur aéronautique de l'Egyptian Air Force, nommé début 2022 à la tête d'Egyptair Maintenance & Engineering et porté à peine dix mois plus tard à la tête du groupe.

Ce sont ainsi 22 millions de voyageurs qui ont atterri dans le pays en 2022, soit plus qu'avant la pandémie de Covid-19 (20,8 millions en 2019). Et ce avant même le retour, qui s'annonce imminent, de la clientèle chinoise. Le Pays des pharaons figure en effet parmi les vingt destinations vers lesquelles la Chine a, le 20 février, autorisé de nouveau les voyages de groupe pour ses ressortissants. Egyptair a donc relancé en mars ses liaisons vers Guangzhou, Pékin et Hangzhou. La compagnie restaure ainsi son niveau de couverture géographique et de fréquence pré-Covid. « Nous avons déjà des retours très positifs quant aux volumes de réservations », se félicite Zakaria, qui a répondu par écrit à nos questions.



REUTERS/MOH AMED ABD EL GHANY

Egyptair, qui a fêté ses 90 ans en mai 2022, est la seule compagnie africaine à pouvoir revendiquer une place auprès d'Ethiopian et de ses 136 avions (parmi lesquels 68 en propriété et 62 loués, selon CH-Aviation) au club des transporteurs de plus de 100 appareils (la compagnie en fait voler 101, dont 72 en propriété et 29 loués, selon la même source).

Complémentarités à exploiter

Paradoxalement, alors que Le Caire et Addis-Abeba sont à couteaux tirés, notamment à cause du barrage de la Renaissance - construit par l'Éthiopie sur le Nil malgré l'opposition de l'Égypte et du Soudan -, les deux compagnies, publiques à 100 %, font montre « d'autant de compétition que de collaboration », relève l'ancien directeur du développement d'Airbus en Afrique Kwame Bekoe, désormais consultant. Toutes deux membres de Star Alliance, aux côtés du groupe Lufthansa, de l'américain United ou

d'Air China, elles ont en outre noué des accords plus poussés de partage de codes sur des lignes spécifiques.

« Ce partenariat a commencé en 2010 pour permettre aux deux compagnies de renforcer leur présence en Afrique, au Moyen-Orient, en Amérique latine et en Europe », développe Yehia Zakaria, selon lequel l'accord concerne principalement l'axe Addis-Le Caire. Il couvre aussi ce que le PDG qualifie de « points blancs » en Afrique, c'est-à-dire des destinations exploitées par Ethiopian mais pas par Egyptair, comme Bujumbura, Ndola, Lomé ou Hargeisa. « Nous avons aussi conservé Kigali dans le contrat, après avoir ouvert notre ligne directe depuis Le Caire, pour offrir à nos clients davantage d'options et de flexibilité », précise le PDG, pour qui cet accord est « un processus continu ». La destination São Paulo, via Addis-Abeba, a ainsi intégré l'accord en novembre 2022, indique le dirigeant.

Dans l'autre sens, Egyptair permet à

son partenaire d'offrir à ses clients certaines de ses destinations en Europe (Amsterdam, Athènes, Budapest) et au Moyen-Orient (Istanbul, Aman) via Le Caire. Pour Kwame Bekoe, les deux compagnies ont des complémentarités à exploiter. Cette coopération reste néanmoins discrète : même des cadres dirigeants de la compa-

M a Ig ré son habileté et son statut de challenger, Egyptair demeure loin des performances du leader.

gnie et des partenaires commerciaux assurent ne pas en être informés, et les moteurs de recherche de billets - y compris ceux des deux compagnies - proposent généralement d'autres possibilités que celles issues du partenariat sur les lignes citées.

Bâtir son propre réseau

Cependant, « les alliances ne bénéficient pas toujours aux deux parties. Elles peuvent même finir par coûter cher à l'un des partenaires si ces derniers sont en trop fort déséquilibre », prévient une source proche du dossier. La concurrence reste d'ailleurs de mise. Ainsi, en octobre 2020, Egyptair a signé avec Accra un MoU (« memorandum of understanding », ou protocole d'accord) pour la création d'une compagnie nationale ghanéenne, au nez et à la barbe d'Ethiopian, qui convoitait le contrat. Finalement évincé par Accra au profit d'Ashanti Airlines, Egyptair n'en continue pas moins d'essayer de bâtir son propre réseau africain. « Nous avons lancé récemment de nouvelles destinations en Afrique, à savoir Kinshasa, Douala et Moroni », indique ainsi Yehia Zakaria, selon lequel « d'autres lignes seront exploitées à l'avenir en fonction de leur viabilité économique ».

À l'image de ce partenariat, la compagnie dont le logo est emprunté au dieu égyptien à la tête de faucon, Horus, démontre un savoir-faire certain en matière de realpolitik. En 2022, elle a ainsi su s'adapter à une

autre donnée géopolitique : la guerre en Ukraine. Bien que l'Égypte ait condamné l'agression russe lors des deux votes à l'ONU, Egyptair a augmenté ses dessertes vers la Russie. En décembre 2022, elle a porté à deux ses vols quotidiens entre Moscou et Le Caire, et s'apprête à intensifier les liaisons directes vers les stations balnéaires de Charm el-Cheikh et Hurghada, surfant sur les restrictions croissantes imposées aux ressortissants russes par d'autres pays du monde. Une position pragmatique finalement conforme à celle du Caire, qui, malgré ses votes exigeant de Moscou l'arrêt immédiat de la guerre, a rejeté à plusieurs reprises l'idée de sanctions, sa dépendance au blé russe demeurant très forte.

Côté tourisme, si l'attentat de Charm el-Cheikh, en 2015, contre l'Airbus A321 de la compagnie charter russe Metrojet, revendiqué par l'État islamique, a mis un sérieux coup de frein à la présence de citoyens

russes en Égypte pendant plusieurs années, la restauration de liaisons directes entre les deux pays avait relancé la machine. OAG recense ainsi 715000 passagers aériens au départ de la Russie et à destination de l'Égypte en 2021, et 667 000 en 2022 - contre moins de 50 000 en 2018.

Reste que, malgré son habileté et son statut de deuxième compagnie africaine, Egyptair demeure loin des performances du leader continental, juge Jean Adadevi. « Il y a d'un côté une compagnie qui a toujours su se renouveler, se montre très sensible aux coûts et s'efforce de faire le maximum par elle-même, de la formation à la technique. De l'autre, une structure plus lourde, dont l'organigramme dépend du politique et qui est très lente à prendre une décision, comme en témoigne par exemple sa transformation digitale relativement poussive. » Une manière de dire qu'il lui faudra plus que de la realpolitik pour parvenir à ses fins. •

FINANCES EN BERNE

Combien la compagnie Egyptair coûte-t-elle à l'État égyptien? En tout cas, avant même la crise liée au Covid-19, les pertes étaient colossales : 105 millions d'euros en 2015, 251 en 2016, et même 1,1 milliard d'euros en 2019, selon CH-Aviation. À côté, les 164 millions de pertes nettes de 2020 semblent presque anecdotiques. Des six dernières années pour lesquelles nous disposons de chiffres, 2018 est la seule qui s'affiche dans le vert, avec 48,7 millions d'euros de profit.

En novembre 2022, dans le cadre de discussions avec le FMI pour l'obtention d'un prêt de 3 milliards de dollars au sein du Mécanisme élargi de crédit (validé le 16 décembre), Hassan Abdalla, le gouverneur de la Banque centrale égyptienne, et Mohamed Maait, le ministre des Finances, avaient ainsi dû s'engager par écrit à faire un rapport annuel et un suivi trimestriel sur les stocks d'engagement et les paiements budgétaires concernant notamment les entreprises publiques, dont Egyptair.

« Les événements du Printemps arabe qui ont sinistré la région en 2011 ont rendu instable l'activité en Égypte, touchant notamment la compagnie aérienne. En 2018, l'environnement politique et économique plus stable a permis d'améliorer nos résultats », explique Yehia Zakaria, tandis que Jean Adadevi, consultant chez Lufthansa Systems, constate que « 2018 a été une année de boom économique qui a profité au tourisme mondial, en Égypte comme ailleurs ». « Après le Covid-19, notre stratégie est de nous concentrer sur la restructuration du réseau, la modernisation de la flotte et l'amélioration de nos services pour obtenir de meilleurs résultats ; et cela s'est reflété au cours de l'exercice écoulé », poursuit Yehia Zekaria, qui annonce un chiffre d'affaires pour l'exercice 2021-2022 de 42,4 milliards de livres égyptiennes, soit 1,3 milliard d'euros. • N.F.

DEAL DE L'ANNÉE

Bolloré-MSC : les coulisses d'un passage de témoin

Selon la rédaction de *Jeune Afrique*, l'acquisition par MSC, en décembre dernier, du réseau de ports et de voies ferrées du logisticien français pour 5,7 milliards d'euros constitue, tous secteurs confondus, la transaction de l'année 2022.

Comme quoi... ce qui paraît éternel trouve bien souvent une fin. Et parfois brutalement. Dans le milieu des affaires en particulier. Le rachat spectaculaire des activités africaines du groupe Bolloré Transports & Logistics (BTL) par l'armateur Mediterranean Shipping Company (MSC) en est la parfaite illustration. Car qui pouvait imaginer il y a encore quelques années que le groupe Bolloré se séparerait en si peu de temps de ce qui a longtemps constitué sa principale source de richesse, les terminaux portuaires africains?

Il faut croire que les ennuis judiciaires qu'a connus le groupe ces dernières années n'y sont pas étrangers. Et qu'ils ont en partie poussé Vincent Bolloré à prendre le pouls du marché à la fin de 2021. Et de se laisser convaincre, au vu des premières offres, quelques mois seulement avant de prendre sa retraite officielle pour laisser le gouvernail à ses fils, de conclure le changement de mains du plus important réseau de transports et de logistiques du continent.

C'est d'ailleurs Cyrille, le troisième fils de Vincent Bolloré, qui s'est occupé du dossier. Avec un autre « fils de », Diego Aponte, président de MSC depuis qu'il a succédé à son père, Gianluigi, en 2014. Une affaire rondement menée entre les deux héritiers puisque, confirmée par Bolloré le 31 mars 2022, elle était bouclée le 21 décembre de la même année. Ce qui, pour une opération de cette envergure - 5,7 milliards



Le port de San Pedro, centre névralgique de la logistique du cacao et des minerais en Côte d'Ivoire.

FRANCK AKPOUE POUR JA

d'euros et plus de 23 000 employés sur le continent - n'est après tout pas si long. A fortiori lorsqu'il s'agit d'un domaine aussi stratégique - pour ne pas dire souverain - que celui de la desserte portuaire et maritime d'un État.

Infrastructure multimodale unique

Ces quelques mois de battement ont essentiellement consisté à convaincre les pouvoirs publics des pays concernés que le changement de propriétaire n'aurait aucune incidence sur le bon fonctionnement de leurs terminaux et/ou de leurs lignes ferroviaires. « Nous nous inscrirons dans les pas de Bolloré », déclarait ainsi à *Jeune Afrique* dès le 30 mai 2022 Diego Aponte, comme pour rassurer tout le monde.

À commencer peut-être par lui-même. Car si la première compagnie maritime mondiale gère

certes en Afrique, à travers sa filiale portuaire TIL, les terminaux de ses hubs de transbordement à Lomé et à San Pedro, elle devra maintenant diversifier ses compétences dans des ports principalement tournés vers leur hinterland, d'Abidjan à Douala, de Conakry à Pointe-Noire.

En tout, l'opérateur italo-suisse installé à Genève récupère, le long de la côte ouest-africaine, 16 terminaux à conteneurs, 7 terminaux pour trafic roulier, ainsi que 5 000 kilomètres de voies ferrées, réparties entre le Cameroun, la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso, sans oublier le réseau de ports secs et d'entrepôts disséminés à travers le continent. Une infrastructure multimodale quasi unique à l'échelle du continent, qui devrait rapidement permettre à MSC et à ses différentes filiales de jouer un rôle de premier plan dans le secteur du transport africain.

AGRO-INDUSTRIE

L'ivoirien SAPH veut continuer sur sa lancée

Malgré la volatilité des cours et les pressions fiscales, le navire amiral du groupe Sifca, leader continental du caoutchouc, entend franchir un cap en boostant ses capacités de production.

ESTELLE MAUSSION

Il est déjà acté que ces différentes activités, regroupées depuis 2008 sous la marque Bolloré Africa Logistics (BAL), resteront au sein d'une même entité, dont le nom devrait changer incessamment... Une entité placée pour les deux prochaines années sous la direction de Philippe Labonne, jusqu'alors directeur de BTL, et dont le rôle fut central lors des négociations de rachat.

Retour aux fondamentaux

Un joli coup donc pour MSC, qui, comme ses principaux concurrents, Maersk et CMA-CGM, profite de ses gigantesques bénéfices amassés depuis la fin de la pandémie de Covid-19 pour se lancer à travers le monde dans une stratégie d'intégration verticale dans les secteurs terrestre et aérien. Une stratégie qui ambitionne d'améliorer la connexion entre les marchés africains et le reste du monde, et laisse augurer une augmentation des capacités de manutention et des volumes conteneurisés. Et, par voie de conséquence, une baisse des tarifs portuaires? C'est en tout cas à espérer.

Du côté de Bolloré, c'est une page qui se tourne, même si le groupe reste en Afrique à travers Canal+ et les différents développements qu'il envisage dans les secteurs de la communication et du divertissement. Pour ce qui est du transport et de la logistique, en revanche, les jours paraissent désormais comptés. À peine la vente des biens africains entérinée, la rumeur d'une cession des activités de BTL dans le monde faisait surface. CMA-CGM, contrôlé par une autre famille célèbre dans le milieu, les Saadé, aurait déjà fait part de son intérêt.

Cyrille Bolloré aurait alors tout loisir d'investir dans l'agriculture des pays en voie de développement, sa nouvelle marotte. Comme un retour à ses fondamentaux, pour un groupe qui commença son histoire africaine en gérant des plantations. •

Olivier Caslin

Transformer l'essai. C'est l'objectif de la Société africaine de plantations d'hévéas (SAPH), le leader ivoirien du caoutchouc naturel. Produisant plus de 200 000 tonnes par an dans ses cinq usines, la filiale du groupe Sifca, à travers la Société internationale de plantations d'hévéas (SIPH), veut augmenter ses capacités de production de 60 000 t d'ici à la fin de l'année, avec la mise en service d'une sixième usine, à Soubré, à 350 kilomètres à l'ouest d'Abidjan.

Lancé en février 2021 et chiffré à 25 millions d'euros, le projet doit valider une stratégie, menée avec son autre actionnaire, le groupe français Michelin, qui table sur l'essor de la transformation, en dépit de la volatilité des cours mondiaux et de la versatilité des politiques fiscales.

Pour réussir son pari, SAPH - dirigé depuis le début de l'année par Thierry Serres, jusqu'ici administrateur de SIPH représentant Michelin - dispose de nombreux atouts, à commencer par sa bonne santé financière. Sortant d'une excellente année 2021 portée par un cours moyen du caoutchouc à

1,67 dollar le kg - chiffre d'affaires de 318 millions d'euros, en hausse de 31 % sur un an, et résultat net de 31 millions d'euros, équivalent à 2,5 fois celui de 2020 -, il devrait réaliser une performance honorable en 2022 (les résultats seront publiés en avril), le cours ayant chuté à 1,15 dollar le kg en octobre 2022 avant de remonter et de se stabiliser à 1,40 dollar le kg.

Amélioration de la qualité

« Pour 2023, le maintien de la demande mondiale, lié notamment à la reprise du secteur automobile en Chine, devrait soutenir le cours à son niveau actuel, ce qui assurerait une croissance de 10 % à 15 % du chiffre d'affaires », avance Boris Afran, analyste financier senior chez Hudson & Cie. Sans compter que, si SAPH a démarré ses investissements plus tardivement que son principal concurrent - la Société des caoutchoucs de Grand-Béréby (SOGB), filiale du groupe Socfin -, il les finalise dans un contexte où les cours sont plus favorables que ces dernières années.

Fort de sa taille et de son statut de numéro un historique, SAPH ->





NABILZORKOT

Les performances du leader ivoirien restent très dépendantes de l'évolution du cours du caoutchouc, difficile à prévoir, en raison notamment de la guerre en Ukraine.

→ a aussi su développer une solide relation avec les villageois planteurs, auxquels il achète la matière première, tout en renouvelant ses propres plantations et en améliorant le rendement de ses usines de transformation. Résultat, les achats ont fortement augmenté (de moins de 50 % de la production en 2000 à 85 % en 2021), et la qualité de la production s'est améliorée, permettant à SAPH de se positionner sur « les grades de produits finis les plus recherchés par

l'industrie pneumatique », souligne le rapport annuel 2021 de SIPH (dont SAPH assure 66 % des revenus).

Malgré ces points forts, tout n'est pas gagné. D'une part, les performances du leader ivoirien restent très dépendantes de l'évolution du cours du caoutchouc, difficile à prévoir sur un marché volatil en raison notamment de la guerre en Ukraine. D'autre part, SAPH, qui a été confronté à des problèmes d'acheminement de sa production en 2022 en raison des

tensions logistiques liées à la crise ukrainienne, doit également composer avec le contexte d'inflation généralisée, synonyme de hausse du coût de l'énergie et des intrants.

Besoin de trésorerie

Un dernier point complique encore la donne : l'évolution de la fiscalité appliquée au secteur, sujet récurrent de négociations avec l'exécutif ivoirien. Déjà critiquée, la taxation qui s'appliquait jusqu'à présent (une ponction par palier sur le chiffre d'affaires à partir d'un certain niveau du cours du caoutchouc) a été remplacée par un taux fixe de 1,5 % qui s'applique quel que soit le cours et dont il faut s'acquitter au port avant l'expédition de la marchandise.

Outre le besoin de trésorerie généré, cette nouvelle règle, conjuguée à d'autres mesures fiscales et réglementaires, « affecte les marges » de SAPH, a d'ores et déjà pointé le groupe dans son rapport d'activité du premier semestre 2022. Qu'en sera-t-il en 2023?#

CHANGEMENT DANS LA CONTINUITÉ

Le départ à la retraite de Bertrand Vignes, cadre historique de Sifca et DG de SIPH depuis 2016, a entraîné des changements au sein du pôle caoutchouc du groupe ivoirien dirigé par Alassane Doumbia. C'est Marc Genot, DG de SAPH depuis 2011, qui a pris la tête de SIPH quand Thierry Serres, jusqu'ici administrateur de SIPH, lui a succédé aux commandes de SAPH. Leur profil - anciens du groupe français Michelin (comme Bertrand Vignes) et experts du secteur connaissant déjà la maison Sifca - est un gage de stabilité. •

E.M.

WITH AFRICA FOR AFRICA

MOBILITY HEALTHCARE CONSUMER INFRASTRUCTURE

Avec un chiffre d'affaires de 6,9 milliards d'euros, un accès à 47 des 54 pays d'Afrique et près de 21000 collaborateurs, le groupe CFAO, Corporation For Africa & Overseas, contribue à la croissance du continent, à son industrialisation et à l'émergence de la classe moyenne, en s'appuyant sur ses connaissances terrain et sur les savoir-faire locaux. Partenaire de grandes marques mondiales, le Groupe intervient sur toute la chaîne de valeur -importation, production, distribution- selon les meilleurs standards internationaux.



Chiffres 2022

www.cfaogroup.com



cfao

Corporation For Africa & Overseas

PORTRAIT

Samuel Foyou, serial entrepreneur

L'homme d'affaires camerounais vient de concrétiser ses projets dans l'hôtellerie et les boissons. Il envisage également de se lancer dans la banque. Des initiatives qui en appellent d'autres, en particulier dans l'agroalimentaire.

OMER MBADI

En se découvrant le 17 décembre 2021, il y a plus d'un an déjà, aux Camerounais, Samuel Foyou s'est fait violence. Difficile pour lui de faire autrement alors qu'il avait réussi à convaincre le Premier ministre, Joseph Dion Ngute, d'effectuer le déplacement à Douala pour inaugurer le premier hôtel cinq étoiles de la ville.

Vêtu d'une tenue traditionnelle rayée aux couleurs noire et blanche, caractéristique de son Ouest natal, et coiffé d'une chéchia assortie, le self-made-man a décliné les caractéristiques du Krystal Palace, ce joyau de plus de 500 chambres au cœur du quartier d'affaires d'Akwa, dont la construction a coûté plus de 36 milliards de F CFA (54,8 millions d'euros).

Une diversification tous azimuts

À cette occasion, il annonçait le lancement de deux autres projets d'établissements, à Yaoundé et dans la cité balnéaire de Kribi, qui viendront muscler la chaîne Krystal, déjà détentrice d'un hôtel en Afrique du Sud.

En effet, si le groupe a réduit son empreinte en Angola et au Congo, Samuel Foyou et les siens « ont désormais fait de l'immobilier sud-africain leur terre d'élection à l'extérieur du Cameroun », indique une source proche de l'industriel.

Quoi qu'il en soit, six mois plus tard, ce natif de Batié, dans les hauts plateaux du pays bamiléké, où il passe le plus clair de son temps, mettait sa propre marque de bière, dénommée Slash, sur le marché. Particularité de ce produit des Brasseries Samuel Foyou (Brasaf), l'emballage est en plastique. « Afin de ne pas dépendre du groupe Castel et de ses bouteilles en verre produites par la Socaver [filiale de Sabc] », commente un connaisseur. Le pôle boissons, qui produisait déjà du whisky en sachet au travers de Fermencam,

Sa discrétion l'empêche d'apparaître dans notre classement des 500 champions africains alors qu'il pourrait sans doute y prétendre.

racheté au groupe Fotso en 2006, venait ainsi d'être renforcé.

Ces entreprises illustrent la diversification du groupe entamée ces dernières années. Épaulé par ses deux filles, Marielle Fankam Foyou, la vice-présidente, et Edwige Foyou, la directrice générale du holding et patronne de la filiale Plasticam (plastique et cartonnerie), et conseillé

par le Français Bernard Guilpin, le patriarche a concrétisé des projets (hôtellerie et boissons) mûris depuis une décennie. Ces initiatives s'ajoutent à la production de sel (Sotrasel), d'allumettes et de bougies (Unalor), à l'agroalimentaire (Biscuiterie Samuel Foyou - BSF), mais aussi au mobilier et à la décoration d'intérieur (Halles Déco), ainsi qu'au transport (C2TL).

En tout, dix entreprises en activité au Cameroun, sans compter des actifs dans l'immobilier difficiles à quantifier. Tout aussi compliquée à évaluer, la fortune du fondateur. Une discrétion somme toute très camerounaise, tant lui, comme ses pairs, Mohamadou Abbo, Baba Danpullo ou Nana Bouba, évitent de s'épancher en public ou d'afficher trop ostensiblement leur réussite... et encore moins leurs états financiers. Comme Samuel Foyou, ils n'apparaissent d'ailleurs pas dans notre classement des 500 champions africains alors qu'ils pourraient sans doute y prétendre.

Sa dernière ambition : la finance

Reste que le groupe familial n'est pas fait que d'additions, et certaines activités ont dû être remises au placard, comme l'imprimerie Moore Paragon, qui a fermé ses portes. Contactées pour en connaître les raisons, ni Marielle Fankam Foyou ni Edwige Foyou n'ont répondu à la sollicitation de *Jeune Afrique*.



Toutefois, l'avenir du groupe se dessine ailleurs. D'abord dans une zone industrielle de Bonaberi, dans la banlieue ouest de Douala, où Samuel Foyou a acquis un vaste domaine pour regrouper l'essentiel de ses entités. « D'autres unités de transformation, principalement dans l'agroalimentaire, viendront grossir le portefeuille », éclaire notre source, sans davantage de précisions. Dans le passé, il avait notamment été question de se lancer dans la production de produits à base de tomates et d'autres légumes.

Il va regrouper ses entités à Bonaberi, dans la banlieue de Douala.

Pour le moment, c'est son entrée dans le monde de la finance qui retient l'attention de l'industriel de 65 ans. En septembre, la presse locale révélait son projet de fonder une banque, dont le dossier est en cours d'instruction à la Commission bancaire d'Afrique centrale (Cobac). Pour le tour de table, il s'est entouré de deux hommes d'affaires du cru. Sylvestre Ngouchinghe (Congelcam) et Timothé Gamo (Sorepco), ainsi que de l'ancien ministre de l'Économie et des Finances Édouard Akame Mfoumou pour la caution politique, tout en sollicitant le compagnonnage de l'assureur sénégalais Sunu. Un projet qui lui tient particulièrement à cœur. En effet, le patriarche espère ainsi vaincre les réticences de l'aîné de ses deux garçons, Edwin Foyou, à rejoindre définitivement le groupe familial. Lui qui se fait actuellement les dents chez BNP Paribas, à Paris. •

Châtiments t moinschers **BÂTIMENTS EN KIT PEINTS OU GALVANISÉS**

+ de 20 ans d'expérience Présent dans 50 pays dont + de 30 en Afrique
 + de 3 000 transactions par an Près d'1 million de m² vendu en Afrique

✉ commercial@batimentsmoinschers.com 00352 20 20 10 10
afrique.batimentsmoinschers.com ☎ 00352 621 355 134

*Prix départ HT et taux de change \$/€ au 10/03/2023. | Image non contractuelle.



jeune ofrique CLASSEMENT 2023

Rang 2023	Rang 2022	Société	Activité	Pays	Chiffre d'affaires*	Résultat net*
1	1	SONATRACH	Énergie	Algérie	34336,3	5773,8
2	3	SASOL	Chimie, caoutchouc, plastique	Afrique du Sud	17288,8	2612,8
3	2	ESKOM	Eau, électricité & gaz	Afrique du Sud	15456,8	-773,1
4	6	NNPC	Énergie	Nigeria	15400,	1617,6
5	8	ANGLO AMERICAN PLATINUM CORP.	Mines	Afrique du Sud	13454,2	4983,1
6	4	MTNGROUP	Télécommunications	Afrique du Sud	11389,2	1065,5
7	9	SIBANYE-STILLWATER	Mines	Afrique du Sud	10796,6	2119,
8	5	SHOPRITE HOLDINGS	Commerce	Afrique du Sud	10733,5	304,7
9	7	STEINHOFF INTERNATIONAL HOLDINGS	Bois, papier	Afrique du Sud	9747,4	-901,3
10	11	BIDCORP	Agro-industrie	Afrique du Sud	9225,6	308,1
11	15	OCP	Mines	Maroc	9079,1	1759,4
12	20	SONANGOL	Énergie	Angola	8900	2100
13	10	SPARGROUP	Commerce	Afrique du Sud	8021,9	138,5
14	16	NASPERS	Communication	Afrique du Sud	7940	18538
15	25	IMPALA PLATINUM HOLDINGS	Mines	Afrique du Sud	7419,4	2077,8
16	18	SUEZ CANAL AUTHORITY	Transports	Égypte	7000	ND
17	12	VODACOM GROUP	Télécommunications	Afrique du Sud	6441,5	1111,9
18	19	KUMBAIRONORE	Mines	Afrique du Sud	6401,2	2 737,3
19	13	PICK'NPAY STORES GROUP	Commerce	Afrique du Sud	6136,6	76,1
20	23	MOTUS	Industrie automobile	Afrique du Sud	5767	209,3
21	14	NIGERIAN LIQUEFIED NATURAL GAS CO.	Énergie	Nigeria	5653,7	ND
22	22	THE BIDVEST GROUP	Groupe diversifié	Afrique du Sud	5537,3	258,5
23	24	WOOLWORTHS HOLDINGS	Commerce	Afrique du Sud	5456,2	233,1
24	28	ENGEN PETROLEUM	Énergie	Afrique du Sud	5377,3	279,5
25	26	SAPPI	Bois, papier	Afrique du Sud	5265	13
26	21	VODACOM SOUTH AFRICA	Télécommunications	Afrique du Sud	5067,9	840
27	—	WILMAR AFRICA LTD	Agro-industrie	Ghana	5036	ND
28	44	ETHIOPIAN AIRLINES	Transports	Éthiopie	5000	ND
29	17	MASSMART HOLDINGS	Commerce	Afrique du Sud	4865,5	-62,7
30	30	PEPKOR	Commerce	Afrique du Sud	4848,5	305,7
31	36	REMGRO	Groupe diversifié	Afrique du Sud	4771,2	939,2
32	—	AIRTEL AFRICA	Télécommunications	Nigeria	4714	631
33	31	DATATEC	Informatique & TIC	Afrique du Sud	4636,8	40,3
34	56	EZZ STEEL CO.	Métallurgie, sidérurgie	Égypte	4320,1	343,9
35	27	TRANSNET	Transports	Afrique du Sud	4292,4	316,5
36	35	GOLD FIELDS	Mines	Afrique du Sud	4195,2	829,5
37	29	ANGLOGOLDASHANTI	Mines	Afrique du Sud	4029	648
38	38	MTN NIGERIA	Télécommunications	Nigeria	3970,3	716,8
39	34	MEDICLINICCORP.	Santé	Afrique du Sud	3922,6	206,3
40	47	ELSEWEDY ELECTRIC CO.	Équipement électrique	Égypte	3856,5	242,6
41	33	GROUPE MAROC TÉLÉCOM	Télécommunications	Maroc	3854,6	647,1
42	41	NAFTAL	Énergie	Algérie	3578,4	51,2
43	40	ORASCOM CONSTRUCTION	BTP	Égypte	3542,9	125,3
44	37	MULTICHOICE AFRICA	Communication	Afrique du Sud	3463,5	180,8
45	32	ONEE	Eau, électricité & gaz	Maroc	3435,6	-748,5
46	50	DANGOTECEMENT	BTP	Nigeria	3320,7	874,6
47	43	IMPERIAL LOGISTICS	Transports	Afrique du Sud	3273,4	70,7
48	52	NIGERIAN PETROLEUM DEVELOPMENT CO.	Énergie	Nigeria	3268,6	1794,7
49	45	MTN SOUTH AFRICA	Télécommunications	Afrique du Sud	3054,5	ND
50	—	ENIANGOLA	Énergie	Angola	2983,4	728,7

*Chiffres 2021 (en millions de dollars)

CHIFFRES2020-EN ITALIQUE-CHIFFRES2019-ND: NON DÉTERMINÉ

jeune afrique CLASSEMENT 2023

Rang 2023	Rang 2022	Société	Activité	Pays	Chiffre d'affaires*	Résultat net*
51	42	MASSMARTS WHOLESALE (EX-MASSWAREHOUSE)	Commerce	Afrique du Sud	2972	ND
52	61	QALAA HOLDINGS	Activité financière	Égypte	2919,1	-145,1
53	60	SUPER GROUP	Transports	Afrique du Sud	2899,1	108,9
54	58	FOSCHINI	Commerce	Afrique du Sud	2894,7	182,4
55	70	FLOUR MILLS OF NIGERIA	Agro-industrie	Nigeria	2793,1	67,2
56	46	TELKOM	Télécommunications	Afrique du Sud	2680,8	165
57	71	HARMONYGOLD MINING CO.	Mines	Afrique du Sud	2673,8	-63,5
58	59	SAFARICOM	Télécommunications	Kenya	2623,1	594
59	77	MARIKANA	Mines	Afrique du Sud	2608,9	896,2
60	39	BARLOWORLD	Groupe diversifié	Afrique du Sud	2605,4	177
61	81	ARCELORMITTAL SOUTH AFRICA	Métallurgie, sidérurgie	Afrique du Sud	2489,7	415,4
62	54	ASPEN PHARMACARE HOLDINGS	Santé	Afrique du Sud	2420,6	406,8
63	75	DANGOTE CEMENT NIGERIA	BTP	Nigeria	2384,2	888,8
64	51	TRANSNET FREIGHT RAIL	Transports	Afrique du Sud	2370,8	ND
65	68	TELECOM EGYPT	Télécommunications	Égypte	2362,5	474,8
66	86	SIR	Énergie	Côte d'Ivoire	2342,6	ND
67	55	CLICKS GROUP	Commerce	Afrique du Sud	2341,2	115,2
68	141	SONATEL (ORANGE)	Télécommunications	Sénégal	2269,3	429,1
69	84	THE ARAB CONTRACTORS - OSMAN AHMED OSMAN & CO.	BTP	Égypte	2 267,3	ND
70	64	RCL FOODS	Agro-industrie	Afrique du Sud	2188,7	61,3
71	76	PETROLEUM PROJECTS AND TECHNICAL CONSULTATIONS CO.	Énergie	Égypte	2178,5	ND
72	90	DISTELL GROUP	Agro-industrie	Afrique du Sud	2140,2	152,8
73	177	NORTHAM PLATINUM	Mines	Afrique du Sud	2135,8	617,3
74	72	EXXARO RESOURCES	Mines	Afrique du Sud	2 054,7	1026,6
75	69	EGYPTAIR HOLDINGS	Transports	Égypte	2014,7	-164,4
76	49	AFRIQUIASMDC	Énergie	Maroc	2014,	ND
77	94	GHABBOURAUTO	Industrie automobile	Égypte	2002,6	117,6
78	100	RUSTENBURG	Mines	Afrique du Sud	1990,7	-139,3
79	67	TIGER BRANDS	Agro-industrie	Afrique du Sud	1940,8	120,5
80	78	DIS-CHEM	Santé	Afrique du Sud	1906,5	55,8
81	53	MASSMARTS RETAIL (EX-MASSCASH)	Commerce	Afrique du Sud	1893,5	ND
82	73	STEG	Eau, électricité & gaz	Tunisie	1877,6	-14,8
83	99	MURRAY & ROBERTS HOLDINGS	BTP	Afrique du Sud	1872,8	8,3
84	88	MR PRICE GROUP	Commerce	Afrique du Sud	1760,8	209,9
85	95	KAP INTERNATIONAL HOLDINGS	Groupe diversifié	Afrique du Sud	1754,3	110,7
86	79	LIFE HEALTHCARE GROUP	Santé	Afrique du Sud	1685,7	116,2
87	82	HASSAN ALLAM HOLDING	BTP	Égypte	1673,7	76
88	109	SNIM	Mines	Mauritanie	1647	879
89	98	AVENG	Groupe diversifié	Afrique du Sud	1641,4	8,2
90	83	AECI	Chimie, caoutchouc, plastique	Afrique du Sud	1633,5	75,9
91	—	SODIAM	Mines	Angola	1620	ND
92	85	EGYPTAIR AIRLINES	Transports	Égypte	1602,3	-153,8
93	89	KANSANSHI MINING	Mines	Zambie	1593	ND
94	127	IHSTOWERS GROUP	Télécommunications	Maurice	1579,7	-26,1
95	91	GOLD FIELDS GHANA	Mines	Ghana	1566,5	385,5
96	74	VODAFONE EGYPT	Télécommunications	Égypte	1551,5	306,2
97	92	CEVITAL	Agro-industrie	Algérie	1514,4	ND
98	129	MARJANE HOLDING	Commerce	Maroc	1501,3	ND
99	103	METL GROUP	Agro-industrie	Tanzanie	1500	ND
100	—	EQUINOR ANGOLA	Énergie	Angola	1479	ND

*Chiffres 2021 (en millions de dollars)

jeune afrique CLASSEMENT 2023

Rang 2023	Rang 2022	Société	Activité	Pays	Chiffre d'affaires*	Résultat net*
101	132	ALVIVA HOLDINGS	Informatique & TIC	Afrique du Sud	1469	43,1
102	97	KIBALIGOLDMINE	Mines	RD Congo	1469	432
103	125	VIVO ENERGY MAROC	Énergie	Maroc	1441	ND
104	—	TOTALENERGIES EP ANGOLA	Énergie	Angola	1421,9	ND
105	145	RENAULT COMMERCE MAROC	Industrie automobile	Maroc	1416	ND
106	116	VIVO ENERGY KENYA	Énergie	Kenya	1411	ND
107	114	TOTALENERGIES MAROC	Énergie	Maroc	1386,1	100,7
108	—	KENYA ELECTRICITY TRANSMISSION CO.	Eau, électricité & gaz	Kenya	1384,7	30,8
109	—	IBNSINA PHARMA	Santé	Égypte	1384,4	20,1
110	104	COSIDER	BTP	Algérie	1380,4	276,8
111	165	GHANA OIL CO.	Énergie	Ghana	1364,4	16
112	156	THE INDUSTRIAL DEVELOPMENT CORP.	Groupe diversifié	Afrique du Sud	1359,1	394,4
113	153	ZIMPLATS HOLDINGS	Mines	Zimbabwe	1353,8	563,1
114	115	SONABHY	Énergie	Burkina Faso	1350,5	67,6
115	111	OMNIA HOLDINGS	Chimie, caoutchouc, plastique	Afrique du Sud	1344,1	84,8
116	—	NETCARE	Santé	Afrique du Sud	1329,2	47,7
117	105	NETWORK HEALTHCARE HOLDINGS	Santé	Afrique du Sud	1329,2	47,7
118	118	AXIAN GROUP	Groupe diversifié	Madagascar	1300	ND
119	112	KENYA POWER	Eau, électricité & gaz	Kenya	1268,3	20
120	108	LABELVIE	Commerce	Maroc	1266,4	43,9
121	—	GROUPEMABROUK	Groupe diversifié	Tunisie	1251,7	ND
122	113	SOCIÉTÉ DES MINES DE LOULO-GOUNKOTO	Mines	Mali	1249	ND
123	117	MTN GHANA (SCANCOM)	Télécommunications	Ghana	1248,9	323,6
124	110	ETHIO TELECOM	Télécommunications	Éthiopie	1238,3	ND
125	133	GROUPE HOLMARCOM	Groupe diversifié	Maroc	1227,8	ND
126	176	ALEXANDRIA MINERALS OILS CO.	Énergie	Égypte	1174,8	68,
127	213	LES BRASSERIES DU CAMEROUN (SABC)	Agro-industrie	Cameroun	1174,7	ND
128	119	MASSDISCOUNTERS	Commerce	Afrique du Sud	1140,9	ND
129	106	SOCIÉTÉ NATIONALE DES HYDROCARBURES	Énergie	Cameroun	1136	930,9
130	—	GROUPE ELLOUMI	Groupe diversifié	Tunisie	1112,6	ND
131	121	RAND WATER	Eau, électricité & gaz	Afrique du Sud	1107,3	217,1
132	123	TRUWORTHS INTERNATIONAL	Commerce	Afrique du Sud	1099,4	122,6
133	143	EASTERN CO.	Agro-industrie	Égypte	1091,8	256,7
134	96	BLUE LABEL TELECOMS	Télécommunications	Afrique du Sud	1090,7	68,5
135	48	WILSON BAYLY HOLMES - OVCON	BTP	Afrique du Sud	1081	45,1
136	122	ORANGE CÔTE D'IVOIRE	Télécommunications	Côte d'Ivoire	1079,5	ND
137	189	RAYA HOLDING FOR TECHNOLOGY AND TELECOMMUNICATIONS	Équipement électrique	Égypte	1073,4	34,5
138	158	AFRICAN RAINBOW MINERALS	Mines	Afrique du Sud	1060,7	900,6
139	150	NIGERIAN BREWERIES	Agro-industrie	Nigeria	1049,5	30,4
140	196	SENELEC	Eau, électricité & gaz	Sénégal	1047,9	66,5
141	250	ABU QIR FERTILIZERS & CHEMICAL INDUSTRIES	Chimie, caoutchouc, plastique	Égypte	1040,3	482,4
142	144	ROYAL BAFOKENG PLATINUM	Mines	Afrique du Sud	1030,1	408,2
143	128	IBLGROUP	Groupe diversifié	Maurice	1030	45
144	124	ORANGE ÉGYPTTE	Télécommunications	Égypte	1025,5	ND
145	134	PETROSA	Énergie	Afrique du Sud	1018,1	ND
146	—	CAIRO 3A	Agro-industrie	Égypte	1016,6	ND
147	163	SIFCA (GROUPE)	Agro-industrie	Côte d'Ivoire	1012,9	14,9
148	157	POULINA GROUP HOLDING	Groupe diversifié	Tunisie	1005,7	32,4
149	—	SOCIÉTÉ MAROCAINE DES TABACS	Agro-industrie	Maroc	997,3	ND
150	136	ASTRAL FOODS	Agro-industrie	Afrique du Sud	994,8	29,7

*Chiffres 2021 (en millions de dollars)

CHIFFRES 2020-EN ITALIQUE: CHIFFRES 2019-ND: NON DÉTERMINÉ

CONTRIBUER A LA CROISSANCE DURABLE DES SYSTEMES ALIMENTAIRES AFRICAINS

n in *



Située au Maroc, avec 12 filiales et 212 employés représentant 17 nationalités africaines, OCP Africa est une entreprise africaine multiculturelle qui contribue à la transformation agricole du continent.

Depuis sa création, OCP Africa a soutenu les stratégies de développement agricole et a développé des programmes de grande envergure pour aider à promouvoir une agriculture productive et structurée.

OCP Africa s'appuie sur ses atouts agronomiques et technologiques pour mettre en oeuvre d'importants programmes à fort impact sur les petits exploitants agricoles et sur l'ensemble de la chaîne de valeur agricole.

Plusieurs millions d'agriculteurs ont bénéficié de ces programmes phares depuis 2016.



AFRICA

jeune afrique CLASSEMENT 2023

Rang 2023	Rang 2022	Société	Activité	Pays	Chiffre d'affaires*	Résultat net*
151	130	COMPAGNIE MINIÈRE DE L'OGOOUÉ	Mines	Gabon	987,7	151,3
152	138	COSUMAR	Agro-industrie	Maroc	981,4	82,2
153	152	MAJID AL FUTTAIM EGYPT	Commerce	Égypte	974	ND
154	219	TOTALENERGIES MARKETING KENYA	Énergie	Kenya	969,4	24,1
155	190	EAST AFRICAN BREWERIES GROUP	Agro-industrie	Kenya	962,8	137,1
156	140	MOTA-ENGIL AFRICA	BTP	Afrique du Sud	953,5	ND
157	139	MASSMART	BTP	Afrique du Sud	950,2	WD
158	142	TARKWA MINE	Mines	Ghana	936,9	259,8
159	131	TONGAAT-HULETT GROUP	Agro-industrie	Afrique du Sud	935,4	170,5
160	—	EGYPT ALUMINUM	Métallurgie, sidérurgie	Égypte	922,5	159,3
161	148	TRANSNET PORT TERMINALS	Transports	Afrique du Sud	911,4	ND
162	135	TULLOW GHANA	Énergie	Ghana	910,6	ND
163	172	LAFARGEHOLCIM MAROC	BTP	Maroc	882,6	216,5
164	154	JOHANNESBURG WATER CO.	Eau, électricité & gaz	Afrique du Sud	879	75,
165	175	NAMPAK	Bois, papier	Afrique du Sud	875,2	23,7
166	—	TANGER MED SPECIAL AGENCY	Transports	Maroc	866,3	76,7
167	193	ZALAR HOLDING	Agro-industrie	Maroc	861,6	ND
168	180	NESTLÉ NIGERIA	Agro-industrie	Nigeria	844,4	96,1
169	155	TAQA MOROCCO	Eau, électricité & gaz	Maroc	841,4	108,2
170	171	TOTALENERGIES MARKETING CÔTE D'IVOIRE	Énergie	Côte d'Ivoire	840,5	18,9
171	146	ANGLOVAAL INDUSTRIES	Agro-industrie	Afrique du Sud	832	103,2
172	232	EGYPT KUWAIT HOLDING CO.	Groupe diversifié	Égypte	831,9	142,5
173	—	KAMOA-KAKULAIVANHOE	Mines	RD Congo	831,1	ND
174	238	TOTALENERGIES NIGERIA	Énergie	Nigeria	819,2	40,5
175	216	HULAMIN	Métallurgie, sidérurgie	Afrique du Sud	816	37,1
176	184	ESSAKANE	Mines	Burkina Faso	813,9	ND
177	200	JULIUS BERGER NIGERIA	BTP	Nigeria	813,1	21,1
178	—	ZCCM INVESTMENTS HOLDINGS	Mines	Zambie	811,8	108,2
179	166	GROWTHPOINT PROPERTIES	BTP	Afrique du Sud	807,8	697,9
180	179	ORANGE MAROC	Télécommunications	Maroc	807,8	ND
181	170	LYDEC	Eau, électricité & gaz	Maroc	803,6	7,3
182	—	BUA FOODS	Agro-industrie	Nigeria	799,9	167,4
183	241	GROUPE MANAGEM	Mines	Maroc	799,4	92,8
184	186	METAIR INVESTMENTS	Industrie automobile	Afrique du Sud	791,3	43,4
185	169	TRANSNET NATIONAL PORTS AUTHORITY	Transports	Afrique du Sud	786,7	ND
186	—	SONARA	Énergie	Cameroun	782	ND
187	149	PETROM	Énergie	Maroc	776,4	21,1
188	194	TANZANIA ELECTRIC SUPPLY CO.	Eau, électricité & gaz	Tanzanie	774	ND
189	147	TALAAAT MOUSTAFA GROUP	BTP	Égypte	771,2	113,6
190	203	AFRIQUIA GAZ	Énergie	Maroc	768,1	54,3
191	173	ORANGE MALI	Télécommunications	Mali	761,6	ND
192	323	SOGARA	Énergie	Gabon	749,7	ND
193	276	GROUPE 1NTEL CIA	Informatique & TIC	Maroc	739,5	ND
194	162	CENTAMIN	Mines	Égypte	733,3	153,7
195	251	SEPLAT ENERGY	Énergie	Nigeria	733,2	177,3
196	208	ORIENTAL WEAVERS CO.	Textile, Habillements, Chaussures	Égypte	726,4	77,1
197	206	RAUBEX	BTP	Afrique du Sud	725,9	39,2
198	178	MPACT	Bois, papier	Afrique du Sud	724,1	36
199	167	ADCORP HOLDINGS	Services aux collectivités	Afrique du Sud	721,9	7,5
200	207	LAFARGE AFRICA	BTP	Nigeria	703,4	122,4

*Chiffres 2021 (en millions de dollars)

CHIFFRES 2020-EN ITALIQUE: CHIFFRES 2019-ND: NON DÉTERMINÉ

Une multitude d'opportunités

Banque
Assurances
Intermédiation boursière
Gestion d'actifs
Capital investissement
Consulting

Banque universelle, la BIAT constitue aujourd'hui un groupe financier solide avec ses filiales dans les domaines de l'assurance, de l'intermédiation boursière, de la gestion d'actifs, du capital investissement et du conseil.

Le Groupe BIAT, une multitude d'opportunités pour vous accompagner dans la réalisation de vos projets.



jeune afrique CLASSEMENT 2023

Rang 2023	Rang 2022	Société	Activité	Pays	Chiffre d'affaires*	Résultat net*
201	202	NIGERIAN BOTTLING CO.	Agro-industrie	Nigeria	702	ND
202	191	SOCIÉTÉ NATIONALE DE DISTRIBUTION DES PÉTROLES AGIL	Énergie	Tunisie	701	ND
203	214	CMH GROUP	Industrie automobile	Afrique du Sud	700,2	23,5
204	187	CASHBUILD	BTP	Afrique du Sud	698,8	30,
205	247	EAST AFRICAN BREWERIES KENYA	Agro-industrie	Kenya	694	ND
206	181	ROYAL AIR MAROC	Transports	Maroc	685,3	-298,7
207	—	YAOUREGOLDMINE	Mines	Côte d'Ivoire	675,4	345,6
208	182	TOTALENERGIES MARKETING SÉNÉGAL	Énergie	Sénégal	672,3	10,5
209	230	HOSKEN CONSOLIDATED INVESTMENTS	Groupe diversifié	Afrique du Sud	671,6	200,8
210	198	ELECTRICIDADE DE MOÇAMBIQUE	Eau, électricité & gaz	Mozambique	668,7	33,
211	215	KAAP AGRI LTD	Agro-industrie	Afrique du Sud	663,5	20,8
212	229	DANGOTESUGAR REFINERY	Agro-industrie	Nigeria	662,5	52,9
213	278	TOTALENERGIES GABON	Énergie	Gabon	654,9	33,
214	—	KROONDALGOLDMINE	Mines	Afrique du Sud	645,4	292,4
215	—	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES TRAVAUX DU MAROC (SGTM)	BTP	Maroc	643,4	32,
216	174	DJEZZY	Télécommunications	Algérie	639,7	ND
217	221	SEFALANA HOLDING CO.	Agro-industrie	Botswana	639,2	18,8
218	164	VOLTA RIVER AUTHORITY	Eau, électricité & gaz	Ghana	635,8	18,2
219	235	GROUPE PROSUMA	Commerce	Côte d'Ivoire	635,8	ND
220	199	SOCIÉTÉ AFRICAINE DE CACAO (SACO)	Agro-industrie	Côte d'Ivoire	628,6	ND
221	—	LOTÉRIE NATIONALE DE CÔTE D'IVOIRE	Groupe diversifié	Côte d'Ivoire	627,3	ND
222	—	LIBSTAR HOLDINGS	Commerce	Afrique du Sud	627,1	9,7
223	218	VIVO ENERGY CÔTE D'IVOIRE	Énergie	Côte d'Ivoire	623,3	4,
224	204	PRETORIA PORTLAND CEMENT CO.	BTP	Afrique du Sud	619,6	8,6
225	258	KENYA AIRWAYS	Transports	Kenya	617,9	-139,7
226	234	BUACEMENT	BTP	Nigeria	617,6	216,2
227	212	OOREDOOALGERIA	Télécommunications	Algérie	607,7	ND
228	197	ENEO CAMEROON	Eau, électricité & gaz	Cameroun	604,4	ND
229	233	REUNERT	Informatique & TIC	Afrique du Sud	600,4	48,1
230	—	THARISA	Mines	Afrique du Sud	596,3	131,5
231	—	EMAAR MISR	BTP	Égypte	596	ND
232	237	BIOPHARM	Santé	Algérie	591,4	56,3
233	271	INDUSTRIES CHIMIQUES DU SÉNÉGAL	Mines	Sénégal	584,8	ND
234	281	11 PLC (EX-MOBIL OIL NIGERIA)	Énergie	Nigeria	584,3	14,6
235	195	KLOOF GOLD MINING CO.	Mines	Afrique du Sud	582,7	-146,2
236	257	TAQA ARABIA	Énergie	Égypte	579,8	ND
237	224	MTN UGANDA	Télécommunications	Ouganda	576,8	95,3
238	267	ITALTILE	BTP	Afrique du Sud	576,5	121,3
239	227	ENTREPRISE TUNISIENNE D'ACTIVITÉS PÉTROLIÈRES (ETAP)	Énergie	Tunisie	574,2	-48,3
240	256	JUHAYNA FOOD INDUSTRIES	Agro-industrie	Égypte	560,9	33,5
241	277	MUSTEK	Informatique & TIC	Afrique du Sud	558,6	14,1
242	209	MTN CÔTE D'IVOIRE	Télécommunications	Côte d'Ivoire	558,2	ND
243	231	TRANSNET RAIL ENGINEERING	Transports	Afrique du Sud	558,1	-139,8
244	—	MISR FERTILIZERS PRODUCTION CO. (MOPCO)	Chimie, caoutchouc, plastique	Égypte	552	ND
245	321	AUTO HALL	Industrie automobile	Maroc	547,6	28,4
246	249	ADCOCK INGRAM HOLDINGS	Santé	Afrique du Sud	545,9	50,2
247	272	UMEME	Eau, électricité & gaz	Ouganda	527,8	39,
248	298	SOUTH DEEP GOLD MINE	Mines	Afrique du Sud	523,8	ND
249	283	LESIEUR CRISTAL	Agro-industrie	Maroc	523,7	15,1
250	244	VODACOM RDC	Télécommunications	RD Congo	523	ND

*Chiffres 2021 (en millions de dollars)

CHIFFRES 2020-EN ITALIQUE-CHIFFRES 2019-ND: NON DÉTERMINÉ

v Maurice - Un partenaire de choix pour l'Afrique

Au cours des 30 dernières années, Maurice est parvenue à s'imposer en tant que centre financier de référence en matière d'investissements, de structuration des affaires et de gestion de patrimoine pour les sociétés multinationales et les gestionnaires de fonds. Le pays a servi d'intermédiaire à pas moins de 13 % du flux total d'investissement vers l'Afrique centrale, et 10 % du flux total d'investissement vers chacune des régions d'Afrique orientale, occidentale et australe respectivement.



Stabilité
politique et
économique



Cadre
réglementaire
sécurisé et
favorable aux
investissements



Avantages fiscaux

- Aucun contrôle de change
- Aucune imposition à la source, et aucune taxe sur les plus-values
- Vaste réseau d'accords en matière de double imposition et de promotion et protection des investissements



Pleinement
conforme aux
normes de l'OCDE
et respecte les 40
recommandations
du GAFI



Numéro un en Afrique
- Rapport 2020 de la
Banque mondiale sur la
facilité de faire des affaires
- Indice de gouvernance
africaine Mo Ibrahim 2022

En misant sur sa connaissance approfondie des différents milieux d'affaires et les cultures des diverses nations africaines, Maurice a pour ambition de libérer le potentiel du continent africain en termes d'opportunités d'affaires pour les entreprises, le développement économique et l'intégration régionale. Il est à noter que des investissements, équivalant à 82 milliards USD, dans le continent ont transité à travers le centre financier du pays. La facilitation du commerce est un des domaines principaux dans lesquels Maurice peut jouer un rôle déterminant en Afrique :



Solutions de financement des échanges commerciaux dans le cadre de l'Accord de la zone de libre-échange continentale



En tant qu'intermédiaire bilingue, Maurice facilite l'accès au capital et aux transactions transfrontalières



Maurice exploite ses compétences régionales pour atténuer les risques transfrontaliers



Certificat d'investissement premium et exonération fiscale de 8 ans pour les sociétés Global business créées à Maurice

De plus, l'île possède le marché de la richesse affichant la plus forte croissance en Afrique avec une progression de 74 % de 2011 à 2021. Fort d'un secteur financier efficace, dynamique et résilient, Maurice propose une gamme de solutions bancaires privées et de gestion de patrimoine, ce qui en fait une destination de choix pour les individus fortunés.

v AfrAsia Bank - Votre point d'accès au centre financier de Maurice

Basée à Maurice, AfrAsia Bank exploite sa connaissance approfondie des multiples et très divers marchés africains, ses aptitudes financières transfrontalières ainsi que son vaste réseau de 237 sociétés de gestion internationales (IMC) - dont 80 sont situées hors de Maurice - pour offrir à ses clients des produits et services bancaires sur mesure à travers quatre domaines d'activité :

- Banque internationale
- Banque d'entreprises et d'investissements
- Services bancaires privés et gestion de patrimoine
- Trésorerie et marchés financiers

v Plus que des banquiers, nous sommes vos partenaires

Si vous êtes un investisseur souhaitant étendre vos opérations au continent africain ou à l'international, ou cherchant à protéger vos biens, ou tout simplement désireux de vous associer à un partenaire fiable et de confiance qui vous permettra de bâtir votre patrimoine, n'hésitez pas à nous contacter.

v Contacts



Nadeem A. Carrim
Directeur des relations internationales
nadeem.carrim@afasiabank.com



Navin Ramdoyal
Directeur entreprises
internationales - Afrique
navin.ramdoyal@afasiabank.com

jeune afrique CLASSEMENT 2023

Rang 2023	Rang 2022	Société	Activité	Pays	Chiffre d'affaires*	Résultat net*
251	254	HOUNDÉGOLD CORP.	Mines	Burkina Faso	522,3	ND
252	290	TOTAL PETROLEUM GHANA	Énergie	Ghana	521,8	16,9
253	253	ORANGE GUINÉE	Télécommunications	Guinée	520,2	ND
254	252	CHOPPIES ENTERPRISES	Commerce	Botswana	518,2	12,3
255	280	SOLIBRA	Agro-industrie	Côte d'Ivoire	508,3	37,4
256	339	MERAFE RESOURCES	Mines	Afrique du Sud	505,5	104,9
257	—	CA Sales Holding	Commerce	Afrique du Sud	503,4	17,8
258	266	BELL EQUIPMENT	Industrie automobile	Afrique du Sud	502,7	18,5
259	—	SONIDEP	Énergie	Niger	502,5	5,2
260	349	MAGHREB STEEL	Métallurgie, sidérurgie	Maroc	500,5	77,7
261	316	ITY GOLD MINE	Mines	Côte d'Ivoire	499,6	ND
262	264	DRIEFONTEIN MINE	Mines	Afrique du Sud	497,3	43,5
263	126	ALTRON	Informatique & TIC	Afrique du Sud	497,2	-6,
264	373	GUINNESS NIGERIA	Agro-industrie	Nigeria	496,4	37,6
265	255	CENTRALE DANONE	Agro-industrie	Maroc	495,6	ND
266	338	PALM HILLS DEVELOPMENT CO.	BTP	Égypte	491,6	52,5
267	—	AXIAN TELECOM	Télécommunications	Maurice	485,9	87,4
268	325	SONASID	Métallurgie, sidérurgie	Maroc	484	11,6
269	260	ARDOVA PLC	Énergie	Nigeria	483,5	-9,2
270	293	BISSA-BOULY GOLD	Mines	Burkina Faso	483,4	ND
271	—	SUN INTERNATIONAL	Tourisme & loisirs	Afrique du Sud	482,9	7,3
272	225	OCEANAGROUP	Agro-industrie	Afrique du Sud	480,5	45,
273	—	PETROCI HOLDING	Énergie	Côte d'Ivoire	471,8	17,8
274	248	MONDI GROUP SOUTH AFRICA	Bois, papier	Afrique du Sud	468	ND
275	341	GÉCAMINES	Mines	RD Congo	466,9	-158,5
276	314	SALAM GAZ	Énergie	Maroc	465,3	ND
277	223	NORTH MARA GOLD MINE	Mines	Tanzanie	463	ND
278	120	ETISALAT MISR	Télécommunications	Égypte	459,9	65,8
279	242	KENYA PORTS AUTHORITY	Transports	Kenya	459,7	34,
280	296	ABOSSO GOLDFIELDS-DAMANG MINES	Mines	Ghana	457,5	ND
281	270	OOREDOO TUNISIE	Télécommunications	Tunisie	456,2	ND
282	331	HIDROELÉCTRICA DE CAHORA BASSA	Eau, électricité & gaz	Mozambique	455,1	159,4
283	282	HUDACO INDUSTRIES LTD	Industrie automobile	Afrique du Sud	455,1	34,4
284	265	LEWIS GROUP LTD	Commerce	Afrique du Sud	455	30,3
285	268	MTN CAMEROUN	Télécommunications	Cameroun	454,2	ND
286	201	INVICTA HOLDINGS	Industrie automobile	Afrique du Sud	450,7	56,8
287	346	ORASCOM HOTELS MANAGEMENT	Tourisme & Loisirs	Égypte	449,3	83,7
288	210	REDEFINE PROPERTIES	BTP	Afrique du Sud	448,7	164,4
289	289	CIMENTS DU MAROC	BTP	Maroc	446,6	128,9
290	—	WINXO	Énergie	Maroc	446,4	29,5
291	312	HOLDING AL OMRANE	BTP	Maroc	442	28,7
292	317	SODIC	BTP	Égypte	441	55,1
293	—	INNSCOR AFRICA	Agro-industrie	Zimbabwe	440,4	148,2
294	261	NAMIBIA POWER CORP.	Eau, électricité & gaz	Namibie	440,2	81,1
295	318	INTERNATIONAL BREWERIES PLC	Agro-industrie	Nigeria	437,5	-42,4
296	236	CIEL GROUP	Groupe diversifié	Maurice	437,3	10,2
297	288	TANZANIA BREWERIES	Agro-industrie	Tanzanie	436,6	57,9
298	295	KENGEN	Énergie	Kenya	433,2	41,5
299	211	EOH HOLDINGS	Télécommunications	Afrique du Sud	431	-17,5
300	286	AIRTEL UGANDA	Télécommunications	Ouganda	426,7	111,6

*Chiffres 2021 (en millions de dollars)

CHIFFRES 2020-EN ITALIQUE-CHIFFRES 2019-ND: NON DÉTERMINÉ

Rang 2023	Rang 2022	Société	Activité	Pays	Chiffre d'affaires*	Résultat net*
301	274	SOCIÉTÉ DE FABRICATION DES BOISSONS DE TUNISIE	Agro-industrie	Tunisie	419	87,3
302	284	TUNISIE TÉLÉCOM	Télécommunications	Tunisie	418,3	ND
303	—	OLA ENERGY MAROC	Énergie	Maroc	418,1	9,8
304	306	DÉLICE HOLDING	Agro-industrie	Tunisie	412,4	24,5
305	329	FAMOUS BRANDS	Tourisme & Loisirs	Afrique du Sud	406,1	21,6
306	354	SANTOVA LOGISTICS	Transports	Afrique du Sud	402,5	10,7
307	294	MTN BÉNIN	Télécommunications	Bénin	401,6	ND
308	275	ORANGE BURKINA FASO	Télécommunications	Burkina Faso	399,5	ND
309	301	SONABEL	Eau, électricité & gaz	Burkina Faso	399	8,6
310	285	VODACOM TANZANIA	Télécommunications	Tanzanie	396	-8,7
311	291	ORANGE CAMEROUN	Télécommunications	Cameroun	393,6	ND
312	102	COMPAGNIE IVOIRIENNE D'ÉLECTRICITÉ	Eau, électricité & gaz	Côte d'Ivoire	392,9	17,9
313	303	CAISSE NA TIONALE DE PRÉVOYANCE SOCIALE - CAMEROUN	Services aux collectivités	Cameroun	390,9	134,8
314	405	TGCC	BTP	Maroc	390,5	25,4
315	335	OFFICE NATIONAL DES CHEMINS DE FER	Transports	Maroc	389,9	ND
316	320	SANIACIE	Agro-industrie	Côte d'Ivoire	388,6	ND
317	353	SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DES PORTS - MARSAMAROC	Transports	Maroc	386,9	81,2
318	—	EFG HERMES	Activité financière	Égypte	385	100,3
319	—	ULYSSE HYPER DISTRIBUTION	Commerce	Tunisie	382,5	ND
320	—	INSIMBI INDUSTRIAL HOLDINGS	Métallurgie, sidérurgie	Afrique du Sud	379,9	6,5
321	226	TRADEX	Énergie	Cameroun	378,4	ND
322	408	MANAGOLDMINE	Mines	Burkina Faso	378,2	ND
323	307	CAXTON & CTP	Communication	Afrique du Sud	374,9	34,1
324	327	STEFANUTTI STOCKS HOLDINGS	BTP	Afrique du Sud	374,2	-16,5
325	—	BOTSWANA POWER CORP.	Eau, électricité & gaz	Botswana	373,6	-35,7
326	297	RHODES FOOD GROUP HOLDINGS	Agro-industrie	Afrique du Sud	373,1	13,6
327	344	BEATRIX MINE	Mines	Afrique du Sud	372,6	-70,1
328	308	ADVTECH GROUP	Services aux collectivités	Afrique du Sud	371	42,6
329	245	SOCIÉTÉ DES MINES DE TONGON	Mines	Côte d'Ivoire	368	52
330	—	CARREFOUR TUNISIE	Commerce	Tunisie	365,3	ND
331	345	BAMBURI CEMENT	BTP	Kenya	364,2	12,1
332	315	TIGO TANZANIA	Télécommunications	Tanzanie	357	ND
333	—	GROUPE CHIMIQUE TUNISIEN	Chimie, caoutchouc, plastique	Tunisie	355,7	ND
334	397	MAUREL & PROM GABON	Énergie	Gabon	355,5	ND
335	302	FONDS SPÉCIAL D'ÉQUIP. ET D'INTERV. INTERCOMMUNALE	Services aux collectivités	Cameroun	355,4	ND
336	358	SOCIÉTÉ AFRICAINE DE PLANTATIONS D'HÉVÉAS	Agro-industrie	Côte d'Ivoire	355	35,3
337	222	VIVO ENERGY GHANA	Énergie	Ghana	354,1	12
338	324	SOCIÉTÉ MAGASIN GÉNÉRAL	Commerce	Tunisie	354,1	-9,4
339	—	ALPHAMIN	Mines	Maurice	352,9	63,6
340	413	BRITISH AMERICAN TOBACCO KENYA	Agro-industrie	Kenya	352,4	57,1
341	332	COMPAGNIE MALIENNE POUR LE DÉVELOPP. DES TEXTILES	Agro-industrie	Mali	347,1	9,3
342	375	AUTOROUTES DU MAROC	BTP	Maroc	345,4	4,5
343	390	EGYPT GAS CO.	Eau, électricité & gaz	Égypte	344,3	10,6
344	311	COPPERBELT ENERGY CORP.	Eau, électricité & gaz	Zambie	342,5	51,3
345	330	ORANGE RD CONGO	Télécommunications	RD Congo	341,5	ND
346	322	QUANTUM FOODS HOLDINGS	Agro-industrie	Afrique du Sud	338,6	6,6
347	389	EDITA FOOD INDUSTRIES	Agro-industrie	Égypte	334,5	33,7
348	—	SOCIÉTÉ NATIONALE DE GÉNIE CIVIL ET BÂTIMENT	BTP	Algérie	333,3	ND
349	420	PALM-CI	Agro-industrie	Côte d'Ivoire	332,6	72,2
350	342	NESTLÉ CÔTE D'IVOIRE	Agro-industrie	Côte d'Ivoire	331,8	36,2

*Chiffres 2021 (en millions de dollars)

Rang 2023	Rang 2022	Société	Activité	Pays	Chiffre d'affaires*	Résultat net*
351	336	TRANSNET PIPELINES	Énergie	Afrique du Sud	331,2	ND
352	313	SOCIÉTÉ D'ÉNERGIE ET D'EAU DU GABON	Eau, électricité & gaz	Gabon	330,1	ND
353	364	HONEYWELL FLOUR MILLS	Agro-industrie	Nigeria	327,4	-2,4
354	424	SIDI KERIR PETROCHEMICALS CO.	Énergie	Égypte	327	30,3
355	421	CERVEJAS DE MOÇAMBIQUE	Agro-industrie	Mozambique	326,3	23,5
356	340	CECA GADIS	Commerce	Gabon	324	-8,8
357	287	ZAINSUDAN	Télécommunications	Soudan	323	ND
358	377	WESCOAL	Mines	Afrique du Sud	322,2	-2,3
359	422	PUMA ENERGY ZAMBIA	Énergie	Zambie	321,9	4,2
360	326	DRDGOLD	Mines	Afrique du Sud	320,9	70,5
361	381	CAIRO POULTRY	Agro-industrie	Égypte	318,2	11,6
362	343	BRIMSTONEINVESTMENT CORP.	Activité financière	Afrique du Sud	318,2	57,7
363	348	AIRTEL RD CONGO	Télécommunications	RD Congo	316,7	-85,5
364	378	ONE TECH HOLDING	Équipement électrique	Tunisie	315,7	10,7
365	183	TASIAST MAURITANIE	Mines	Mauritanie	314,7	ND
366	356	GUELB MOGHREIN COPPER-GOLD MINE	Mines	Mauritanie	313	ND
367	—	MAURITANIAN COPPER MINES	Mines	Mauritanie	313	ND
368	333	SOUTH AFRICAN BROADCASTING CORP.	Communication	Afrique du Sud	310,6	-33,2
369	319	ESPITALIER NOËL GROUP	Groupe diversifié	Maurice	309,2	-25,2
370	453	CFAO AUTOMOTIVE CI	Industrie automobile	Côte d'Ivoire	305,5	11,4
371	352	CONOIL	Énergie	Nigeria	304,1	7,4
372	400	BULYANHULU GOLD MINE	Mines	Tanzanie	303	ND
373	269	PERSEUS MINING GHANA	Mines	Ghana	301,4	-16,4
374	355	CEC AFRICA INVESTMENTS	Activité financière	Zambie	300,8	-53,3
375	376	TANGER MED PORT AUTHORITY	Transports	Maroc	300,6	76,8
376	369	SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU COTON	Agro-industrie	Cameroun	298,3	ND
377	347	SOCIÉTÉ MINIÈRE DE DINGUIRAYE	Mines	Guinée	294,4	ND
378	—	PETRO IVOIRE	Énergie	Côte d'Ivoire	294,1	2,6
379	391	AFRIMAT	BTP	Afrique du Sud	293,4	48,6
380	—	CAMTEL	Télécommunications	Cameroun	291,4	13,7
381	379	GROUPE DES BOISSONS DU MAROC	Agro-industrie	Maroc	290,5	36,1
382	357	SEA HARVEST CORP.	Agro-industrie	Afrique du Sud	289,4	29,6
383	351	RÖSSING URANIUM MINE	Mines	Namibie	286,1	17,6
384	365	UMGENIWATER-AMANZI	Eau, électricité & gaz	Afrique du Sud	283,9	80
385	—	PORTEO BTP	BTP	Côte d'Ivoire	283,9	ND
386	361	SUDATEL TELECOM GROUP	Télécommunications	Soudan	281,7	20
387	—	INTEGRATED DIAGNOSTICS HOLDINGS (IDH)	Santé	Égypte	281	ND
388	436	ALTEO	Agro-industrie	Maurice	277,1	ND
389	300	WACO INTERNATIONAL	BTP	Afrique du Sud	275,9	ND
390	—	MIMOSA GOLD MINE	Mines	Afrique du Sud	275,4	106,7
391	484	ZAMBIA SUGAR	Agro-industrie	Zambie	274,9	59,8
392	367	ECLOSIA GROUP	Agro-industrie	Maurice	274,8	ND
393	401	ZAMBEEF	Agro-industrie	Zambie	274,1	9,3
394	368	DELTA HOLDING	Groupe diversifié	Maroc	273,4	18,5
395	371	TULLOW GABON	Énergie	Gabon	273	ND
396	496	COMPAGNIE GÉNÉRALE IMMOBILIÈRE	BTP	Maroc	272,5	1,7
397	—	ENXGROUP	Chimie, caoutchouc, plastique	Afrique du Sud	271,8	12,9
398	—	AFROCENTRIC GROUP	Activité financière	Afrique du Sud	270,8	ND
399	393	CORONATION FUND MANAGERS	Activité financière	Afrique du Sud	267,3	107
400	359	CHIRANO GOLD MINE	Mines	Ghana	267	ND

*Chiff res 2021 (en millions de dollars)

CHIFFRES 2020-EN ITALIQUE - CHIFFRES 2019-ND: NON DÉTERMINÉ

jeune afrique CLASSEMENT 2023

Rang 2023	Rang 2022	Société	Activité	Pays	Chiffre d'affaires*	Produit net*
401	441	TRANSCORP	Groupe diversifié	Nigeria	266,9	57,2
402	411	EMPR. NACION. DOS PORT. E CAMINH. DE FERRO DE MOÇAMB.	Transports	Mozambique	265,7	52,6
403	360	ONATEL	Télécommunications	Burkina Faso	263,3	56,7
404	370	ALEXANDER FORBES	Activité financière	Afrique du Sud	263,2	31,8
405	—	FORAFRIC	Agro-industrie	Maroc	261,6	-8
406	372	GOLDEN STAR RESOURCES	Mines	Ghana	259,1	-16,4
407	449	ASECNA	Transports	Sénégal	257,8	ND
408	394	RÉGIE AUTON. DEDISTRIB. D'EAU ET D'ÉLECTR. DE MARRAKECH *	Eau, électricité & gaz	Maroc	256,3	ND
409	416	AUTO NEJMA	Industrie automobile	Maroc	249,7	15,7
410	385	MAURITIUS TELECOM	Télécommunications	Maurice	249,6	13,6
411	388	JESAGROUP	BTP	Maroc	247,5	ND
412	395	ENAFOR	Énergie	Algérie	245,4	ND
413	386	GRINDROD	Transports	Afrique du Sud	244,8	15,7
414	497	AIRPORTS CO. OF SOUTH AFRICA	Transports	Afrique du Sud	244,3	-62,8
415	429	UACOF NIGERIA	Groupe diversifié	Nigeria	243,3	6,2
416	399	AIRTEL KENYA	Télécommunications	Kenya	243,3	-55
417	—	ECONET WIRELESS	Télécommunications	Zimbabwe	242,1	33,8
418	—	GROUPE DIVINDUS	BTP	Algérie	240	ND
419	434	VIVO ENERGY MAURITIUS	Énergie	Maurice	239,3	7,1
420	383	CIEL TEXTILE	Textile, Habillements, Chaussures	Maurice	239,2	14,4
421	404	KENYA PIPELINE CO.	Énergie	Kenya	239	ND
422	426	PZCUSONS NIGERIA	Chimie, caoutchouc, plastique	Nigeria	238,8	16,1
423	396	ORANGE TUNISIE	Télécommunications	Tunisie	238,2	ND
424	444	SOCIÉTÉ MULTINATIONALE DE BITUMES	BTP	Côte d'ivoire	236,9	14,7
425	410	GROUPE SAH-LILAS	Chimie, caoutchouc, plastique	Tunisie	234,3	5,6
426	—	WEBUILD GROUP ETHIOPIA	BTP	Éthiopie	234	ND
427	428	ENGEN BOTSWANA	Énergie	Botswana	231,5	22,2
428	412	MAJID AL FUTTAIM KENYA	Commerce	Kenya	230,8	ND
429	425	SOCIÉTÉ IVOIRIENNE DES TABACS	Agro-industrie	Côte d'ivoire	230,5	16,4
430	403	SODECI	Eau, électricité & gaz	Côte d'ivoire	230,4	7,4
431	—	LUCARA DIAMOND	Mines	Botswana	230,1	23,8
432	384	ROYAL SWAZILAND SUGAR CORP.	Agro-industrie	Eswatini	227,4	18,7
433	463	OFFICE NATIONAL DES AÉROPORTS	Transports	Maroc	226,2	ND
434	439	NEXANS MAROC	Équipement électrique	Maroc	224,2	10,7
435	—	LESAKA TECHNOLOGIES	Informatique & TIC	Afrique du Sud	222,6	-43,9
436	427	AGENCE NATIONALE DES PORTS	Transports	Maroc	222,6	5
437	409	SNMVT-MONOPRIX	Commerce	Tunisie	222,2	-1,1
438	433	CURRO	Services aux collectivités	Afrique du Sud	222,1	19
439	437	SOTHEMA	Santé	Maroc	221,4	30
440	448	WORKFORCE HOLDINGS	Conseil & Audit	Afrique du Sud	219,7	6
441	458	EGYPTIAN INTERNATIONAL PHARMACEUTICAL INDUSTRIES CO.	Santé	Égypte	218,9	33,9
442	—	VUKILE PROPERTY FUND	Commerce	Afrique du Sud	218,5	124,9
443	—	FORTRESS REIT	Immobilier	Afrique du Sud	216,1	50,3
444	415	CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS GESTION	Activité financière	Tunisie	216	28,1
445	—	SOCIETE DE TRAVAUX AGRICOLES MAROCAINS	BTP	Maroc	215,4	ND
446	459	TUNISAIR	Transports	Tunisie	215,2	ND
447	—	HOMECHOICE INTERNATIONAL	Commerce	Afrique du Sud	215,2	10,5
448	407	MTN CONGO	Télécommunications	Congo	214,4	ND
449	447	ARABIAN FOOD INDUSTRIES CO.	Agro-industrie	Égypte	214,1	4,6
450	430	ENTREPRISE NATIONALE DE TRAVAUX AUX PUIITS	Énergie	Algérie	212,3	ND

*Chiff res 2021 (en millions de dollars)

CHIFFRES 2020-EN ITALIQUE-CHIFFRES 2019-ND: NON DÉTERMINÉ

jeune afrique CLASSEMENT 2023

Rang 2023	Rang 2022	Société	Activité	Pays	Chiffre d'affaires*	Résultat net*
451	380	PRINCES TUNA	Agro-industrie	Maurice	211,4	6,9
452	Éz	GUINNESS GHANA BREWERIES	Agro-industrie	Ghana	210	0,9
453	374	MOOLMANS (EX-AVENG MINING)	Mines	Afrique du Sud	210	ND
454	—	AXIA CORPORATION	Commerce	Zimbabwe	208,5	12,7
455	304	AVENG STEEL	Métallurgie, sidérurgie	Afrique du Sud	206,9	ND
456	435	DELTA SUGAR	Agro-industrie	Égypte	206,7	24,5
457	452	PHOENIX BEVERAGES	Agro-industrie	Maurice	206,4	9,5
458	406	ENTREPRISE NATIONALE DE GRANDS TRAVAUX PÉTROLIERS	Énergie	Algérie	206	26,3
459	366	PRESS CORPORATION	Groupe diversifié	Malawi	204,2	54,2
460	456	NAMIBIA BREWERIES	Agro-industrie	Namibie	203	36,3
461	491	PORT AUTONOME D'ABIDJAN	Transports	Côte d'Ivoire	202,1	ND
462	387	EMEDIA HOLDINGS (SEARDELINVESTMENT CORP.)	Communication	Afrique du Sud	200,1	26,7
463	465	ASEC HOLDING	BTP	Égypte	197,8	ND
464	487	ETERNAOIL&GAS	Énergie	Nigeria	197,3	-2,2
465	445	DISWAY	Équipement électrique	Maroc	196,5	11,6
466	438	VALUE GROUP	Transports	Afrique du Sud	196,4	8,7
467	—	BALWIN PROPERTIES	Immobilier	Afrique du Sud	196	22,8
468	451	ILLOVO MALAWI	Agro-industrie	Malawi	195,9	24,6
469	431	HYPROPINVESTMENTS	Immobilier	Afrique du Sud	195,7	84,3
470	398	TRIDENT STEEL	Métallurgie, sidérurgie	Afrique du Sud	194,4	15,5
471	—	NATIONAL FOODS HOLDINGS	Agro-industrie	Zimbabwe	194,2	49,8
472	466	TANZANIA PORTLAND CEMENT CO.	BTP	Tanzanie	193,3	38
473	469	ONELOGIX GROUP	Transports	Afrique du Sud	192,2	2,1
474	—	MINAPHARM	Santé	Égypte	191,4	29,7
475	362	SOUTH AFRICAN POST OFFICE	Services aux collectivités	Afrique du Sud	190,1	-136,8
476	442	NOVUS HOLDING	Bois, papier	Afrique du Sud	189	5,8
477	461	DENEB INVESTMENTS	Activité financière	Afrique du Sud	187,6	8
478	472	ENNAKL AUTOMOBILES	Industrie automobile	Tunisie	187,1	11,1
479	479	LES EAUX MINÉRALES D'OULMÈS	Agro-industrie	Maroc	186,8	13
480	454	AGBAOU GOLD OPERATIONS	Mines	Côte d'Ivoire	184,5	ND
481	161	RCI FINANCE MAROC	Activité financière	Maroc	183,2	7,5
482	486	MUTANDIS	Agro-industrie	Maroc	181,5	6,5
483	—	JET CONTRACTORS	BTP	Maroc	180,9	1,2
484	460	MTN RWANDA	Télécommunications	Rwanda	180,6	21,5
485	417	ROGERS & CO.	Groupe diversifié	Maurice	179,8	-14,1
486	443	RESILIENT PROPERTYINCOME FUND	BTP	Afrique du Sud	179	12,4
487	160	JUMIA GROUP	Commerce	Nigeria	177,9	-226,9
488	475	ALEXANDRIA CONTAINER & CARGO HANDLING CO.	Transports	Égypte	175,8	122,9
489	471	WATER UTILITIES CORP.	Eau, électricité & gaz	Botswana	175,7	-33,4
490	—	EAST AFRICAN BREWERIES UGANDA	Agro-industrie	Ouganda	175	ND
491	—	MRSOIL	Énergie	Nigeria	172,7	0,8
492	—	KARO	Santé	Afrique du Sud	172,2	29,9
493	450	ASANKO MINES	Mines	Ghana	172,1	ND
494	—	MASTER DRILLING GROUP	Mines	Afrique du Sud	171,8	19,9
495	—	SOUTHERN SUN	Tourisme & Loisirs	Afrique du Sud	169,8	-9,8
496	476	UNILEVER NIGERIA	Commerce	Nigeria	169,3	8,2
497	—	ZAMBIAN BREWERIES	Agro-industrie	Zambie	169,1	8,2
498	—	NORCROSSOUTH AFRICA	BTP	Afrique du Sud	169,1	ND
499	—	LECICO EGYPT	BTP	Égypte	168,3	-1,5
500	1	OK ZIMBABWE	Commerce	Zimbabwe	168,1	7,7

*Chiffres 2021 (en millions de dollars)

CHIFFRES 2020-EN ITALIQUE - CHIFFRES 2019-ND: NON DÉTERMINÉ

HEALTHCARE

SÉCURISER L'ACCÈS
À DES MÉDICAMENTS
> DE QUALITÉ



Leader sur le marché pharmaceutique en Afrique, nous assurons, grâce à des filières structurées, la distribution de médicaments et de produits pharmaceutiques dans plus de 28 pays. Nous garantissons ainsi leur intégrité du lieu de stockage jusqu'à l'officine.

Grossiste répartiteur mais aussi agent pour le compte de laboratoires de renommée mondiale, nous produisons également au Maroc et en Algérie des médicaments sous licence. Un engagement qui favorise l'emploi en s'appuyant sur les savoir-faire locaux et sur les innovations des laboratoires pharmaceutiques internationaux.

WITH AFRICA FOR AFRICA



www.cfaogroup.com

 **cfao**
Corporation For Africa & Overseas

VOS GRANDES IDÉES DEVRAIENT ET MONT SE RÉALISER MEC NOUS À VOS CÔTÉS



Société Générale, nommée **Meilleure Banque en Afrique en matière de Finance Durable***, vous apporte des solutions financières innovantes pour répondre à vos ambitions d'un avenir plus durable. Découvrez comment nous aidons nos clients à atteindre leurs objectifs RSE.

**C'EST VOUS
L'AVENIR**



**SOCIÉTÉ
GÉNÉRALE**

CONSEIL • BANQUE D'INVESTISSEMENT • FINANCEMENT • MARCHÉS • BANQUE TRANSACTIONNELLE
MÉTIER TITRES • FINANCEMENT D'ÉQUIPEMENTS • MOBILITÉ ET GESTION DE FLOTTE AUTOMOBILE

* Prix décerné par Euromoney pour l'année 2022. Société Générale, S.A. au capital de 1 010 261 206,25 €- 552 120 222 RCS PARIS - Siège social : 29, bd Haussmann, 75009 Paris. Mars 2023.